



Notes sur le péril épidémique

Par Azmi Bishara

L'auteur

Azmi Bishara est directeur général et membre du conseil exécutif du Arab Center for Research and Policy Studies (ACRPS). Chercheur et écrivain, il a à son actif de nombreux ouvrages et articles de recherche sur la philosophie, la pensée politique et la théorie sociale, en sus de plusieurs travaux littéraires. Après un doctorat en philosophie obtenu à l'université Humboldt de Berlin en 1986, il a occupé le poste de professeur de philosophie et d'histoire de la pensée politique à l'université de Bir Zeit, de 1986 à 1996. Il est l'un des fondateurs de Muwatin, l'Institut palestinien pour l'étude de la démocratie, et de Mada al-Carmel : centre arabe de recherche sociale appliquée. Azmi Bishara est le fondateur de l'Assemblée nationale démocratique (Balad), un parti arabo-palestinien à l'intérieur de la Ligne verte. Durant quatre législatures consécutives, de 1996 à 2007, il représente son parti en tant que membre élu à la Knesset. En 2007, inquieté par les autorités israéliennes pour ses prises de position politiques, il quitte le pays et s'installe au Qatar.

Durant la période du confinement, Azmi Bishara a consigné ses réflexions sur la progression et conséquences du coronavirus dans le monde. Ces essais ont été rassemblés en un seul texte qui a d'abord été publié en langue arabe le 20 avril 2020, puis traduit en français ci-dessous.

Table des matières

I. La vie telle que nous la connaissons	2
II. Théoriser pour théoriser	5
III. Peur et incertitude.....	8
IV. Distanciation physique, distance et courtoisie.....	9
V. Sommes-nous vraiment égaux face à l'épidémie ?.....	10
VI. À propos de la « ligne de front ».....	15
VII. L'ordre international.....	19
VIII. Coronavirus et démocratie	23
IX. Quant à Donald Trump.....	25
X. Le « retour de l'État ».....	27
XI. Complots, rumeurs, racismes.....	28
XII. Célébrités.....	32
XIII. Économie en suspens, économie à l'arrêt.....	33

I. La vie telle que nous la connaissons

Confinés à domicile, on a fini par acquérir la certitude qu'il n'y aurait pas de printemps pour nous cette année. On s'est dit alors que cela valait mieux que de perdre ce qu'il nous reste à vivre de saisons. Que ne pas pouvoir humer la brise du printemps était moins grave que d'avoir à quémander de l'air qui se refuse aux poumons, voire d'implorer la mort de venir nous sauver d'une lente asphyxie, seuls sur un lit d'hôpital de campagne anonyme. Puis on s'est demandé : Quand retrouverons-nous une vie normale ? C'est là qu'une pensée nous a traversé l'esprit : Cette vie que nous aspirons à retrouver, était-elle si normale que cela ? Qu'y avait-il au fond de normal dans la vie que nous menions jusqu'ici ?

Retrouverons-nous une vie normale lorsque les guerres civiles reprendront en Syrie, au Yémen ou en Libye, et que, éclipsant le coronavirus, elles reviendront faire la une des médias ? Et avec elles les déclarations des petits rois communautaires et des seigneurs de guerre, quand ce ne sera pas les élections américaines, Donald Trump occupé à étaler son ignorance en raillant ceux qui savent, les alliances de Poutine avec les extrême-droites d'Orient et d'Occident avec Bachar al-Assad et Netanyahu, les derniers actes xénophobes enregistrés de par le monde, ou encore la violence politique nihiliste commise à l'encontre des civils – celle que l'on appelle, ou pas, « terrorisme ».

Ce n'est évidemment pas là ce qu'entendent les gens par « retour à la normale ». Ils veulent simplement parler de ces petits détails de la vie qu'ils connaissent et qu'ils aimeraient retrouver avec plus ou moins d'enthousiasme, selon leur situation : gagner sa vie, enlacer ceux qu'on aime, se plaindre de ce qui nous attend au travail et du trajet qui nous y mène, réaliser ses ambitions, se réjouir de petites victoires professionnelles, retrouver ses amis (histoire de ronchonner ensemble et de se raconter des histoires drôles, parler de politique, de vie sociale, partager une grogne bien réelle contre les politiciens, mais souvent aussi rien que pour passer le temps), pouvoir se faire soigner, se débrouiller pour payer ses médicaments, se débarrasser de l'obsession du danger potentiel représenté par les gens et les choses qui nous entourent, et de la pensée que, sans le savoir, on est peut-être une menace pour notre entourage. Il serait donc plus juste de dire que, plutôt qu'un « retour à la normale » : nous aspirons à retrouver « la vie telle que nous la connaissons ».

Comment envisager un retour à la normale au sens propre, quand l'homme est bien incapable de se remémorer un seul instant de normalité ? Mais rien n'empêche de faire face à l'anormalité de ce que nous vivons en ce moment en concevant une forme de normalité à partir de ce que nous « considérons comme » normal, et de se battre pour elle en tant que telle, même si, comme tout le reste, elle est le fruit d'une construction. Sans doute n'est-il pas inutile d'agir pour ce que nous estimons être mieux pour nous. Fort heureusement, les combats humains ne se limitent pas à des luttes d'intérêts : des conceptions éthiques s'opposent quant aux modalités du vivre-ensemble – dont découlent les diverses conceptions de nos intérêts. C'est ainsi qu'avant même de songer à l'utilité des choses, nous avons l'intuition qu'il nous faut agir.

Ce désir collectif de retrouver une vie normale – c'est-à-dire telle que nous la connaissons – n'est qu'une saine aspiration à dépasser la situation exceptionnelle vécue

en ce moment par presque toute l'humanité, à savoir cet état de peur universelle qui fait que les politiciens eux-mêmes n'osent plus « exprimer leur inquiétude » – leur expression favorite – face aux événements, parce que, comme les autres, ils ont réellement peur.

L'épidémie ne fait qu'un avec la mondialisation, elle s'est mondialisée. L'état d'urgence n'est plus localisé, bien que ce soient les États qui le décrètent. Le monde entier est en alerte et chaque individu ressent le même danger. Tous autant qu'ils sont, les gens sont à la fois l'objet et la source de cette peur. Ils ne peuvent pas adopter à son égard l'attitude qu'ils auraient envers des drames comme les guerres, les cyclones, la famine, qui se joueraient dans d'autres régions du monde – s'en préoccuper ou les ignorer comme bon leur semble. Personne n'est à l'abri et les mesures prises pour faire face à l'épidémie ont un impact immédiat sur tous. Chacun a ainsi le sentiment que le virus le menace personnellement. Nous ne sommes pas simplement des récepteurs potentiels : nous contribuons directement à créer un état de peur et de panique, mais aussi une forme d'espoir, tout comme nous participons tous à la confusion générale quant à l'attitude à adopter face à une telle situation. Sans doute est-ce la première fois que, dans le monde entier, les médias comme les réseaux sociaux sont tous focalisés sur un seul et même sujet.

En temps d'épidémie, s'inquiéter du devenir de l'humanité et s'inquiéter pour ceux qu'on aime ou dont on n'a plus de nouvelles ne font qu'un. L'humanité, le monde, le genre humain ne sont plus des notions abstraites. On est bel et bien concrètement concerné par la situation de chaque pays, proche ou lointain. On s'intéresse aux statistiques, au nombre de cas et de décès, aux mesures prises par tel ou tel État, au comportement des différentes sociétés face à l'épidémie. On est plongé dans les chiffres, on suit leur courbe, ils envahissent nos conversations quotidiennes.

L'épidémie n'est pas sélective, elle peut toucher n'importe qui. Et tout nouveau cas de contamination nous concerne tous autant que nous sommes. L'épidémie et les mesures prophylactiques effacent les distinctions entre domaine privé et domaine public. D'autres sujets importants sont brusquement mis de côté, tout comme d'autres formes de décès se voient désormais ignorées face à cette mort qui semble prête à s'abattre sur nous à tout moment comme sur une proie sans défense.

La peur et l'incertitude entravent totalement la liberté d'action, tout comme les impératifs et les urgences. Une épidémie que nous ne savons pas gérer règne sur nous et régente nos comportements. La recherche en biologie, en épidémiologie et en virologie pourrait nous délivrer, nous permettre de trouver un traitement ou un vaccin : la connaissance des impératifs naturels est importante pour la liberté humaine, car il n'y a pas de liberté dans la nature. Mais croire que nous savons la maîtriser de façon extrinsèque peut aussi nous asservir en nous incitant à perpétrer toujours plus d'inepties.

Quoi qu'il en soit, on se soumet au test. Si le résultat est négatif, rien n'empêche que l'on soit contaminé par la suite. S'il est positif, mais que l'on n'a aucun symptôme, on doit rester chez soi en attendant la guérison ou l'apparition des symptômes. On suit alors l'évolution de la maladie à chaque instant, chaque quart de seconde. Si l'on guérit, on n'est pas sûr de ne pas retomber malade. Si l'on ne guérit pas et que l'on est transporté à l'hôpital, on n'est pas sûr qu'on pourra nous soigner. De toute part, on est cerné par

l'incertitude, et donc, inconsciemment ou non, par l'angoisse et la fatigue. Pour autant, le dépistage reste une chose importante. Chacun aimerait pouvoir être testé afin de contribuer à maîtriser la propagation du virus, même si les personnes infectées s'abstiennent de circuler parmi les autres comme si elles portaient une ceinture d'explosifs.

Certains penseurs considèrent l'angoisse perpétuelle de nuire à autrui comme une fatigue morale. Mais à vrai dire, une autre forme d'angoisse l'accompagne en permanence : celle d'être soi-même victime d'autrui. C'est la même angoisse : pour soi et pour les autres. Personne ne rend service à personne. Nul doute que c'est épuisant, mais il est inexact de parler de « fatigue morale ». L'expression a été conçue pour d'autres situations, la plaquer sur le contexte qui nous occupe est un exercice psychique assez stérile. Peut-être vaudrait-il mieux parler ici de « fatigue anxieuse » – au sens où elle est provoquée par l'anxiété.

Ce faisant, cette corrélation entre l'universel et l'individuel a ranimé un lien direct entre l'homme et son humanité. Finalement, c'est peut-être la chose la plus naturelle – la plus normale –, qui nous soit arrivée depuis fort longtemps, ce sentiment qu'a l'individu de son humanité en tant que telle et de son impuissance face à la nature. Et cet état d'incertitude, avec toutes les conjectures, les élucubrations, les espérances, les craintes qui l'accompagnent. La peur de l'inconnu, l'inquiétude pour ses proches, la joie lorsque quelqu'un est guéri, l'attente des résultats des efforts fournis par d'autres, le désir de faire quelque chose pour aider. Qu'y a-t-il de plus naturel que tout cela ?

On pense évidemment au concept philosophique d'« état de nature », que certains voient comme un « paradis perdu », et d'autres comme un enfer d'anarchie, une « guerre de tous contre tous ». Chacun bâtit sa vision de ce que devrait être la société sur l'une ou l'autre représentation, alors que l'état de nature n'est rien de plus qu'un fantasme : dès ses origines, l'humanité s'est constituée en société pour garantir sa subsistance, son abri et sa sécurité. Il est plus intéressant de se pencher sur notre nature humaine que sur un « état de nature » purement hypothétique qui nous servirait à réfléchir au sens d'une société organisée et à la fonction de l'État.

La peur de l'inconnu et l'attachement aux espoirs et aux heureux présages sont inhérents à la nature humaine. La raison, la pensée, la parole, le sont aussi, tout comme l'égoïsme et l'instinct de survie, d'une part, et l'altruisme et le désir de reconnaissance, d'autre part. La lutte pour la survie nous incite à tenter de surmonter notre impuissance face à la nature et à l'inconnu, tant par la raison et le savoir que par l'imagination et les croyances surnaturelles. Autant la nature humaine est faite de haine, de jalousie, de doute, de convoitise, autant elle peut être génératrice d'affection, d'entraide, d'attachement aux autres, de désir de reconnaissance et d'amour.

Confinés, nous sommes en tête-à-tête avec notre humanité, nos peurs, notre solidarité. À l'écoute de nous-même, nous découvrons que nous sommes pluriels : nous avons plusieurs moi, plusieurs voix. Dans notre isolement, et peut-être notre désolation, il se pourrait même que nous découvrons tout un monde : une foule de lieux, de gens, d'histoires, de temporalités elliptiques qui affluent et se dispersent comme dans les rêves, de moments d'adéquation où l'on sent que l'on construit ensemble des relations neuves

avec le monde, d'autres d'immanence entre soi et la mort. Cependant, à chaque interaction avec l'extérieur, nous voyons aussi le sectarisme, les idées préconçues, la jalousie, l'envie, la prétention, l'égoïsme, l'esprit de vengeance, surgir et défier l'affection, l'empathie, la compréhension de l'autre, autrement dit l'aptitude à s'identifier à lui, à s'imaginer à sa place face à ses problèmes, ses dilemmes, ses options, ses questionnements éthiques.

La peur de la mort n'a pas seulement à voir avec l'amour instinctif de la vie, mais aussi avec notre affection pour les gens qui nous entourent et la peur de les perdre, ou la peur de la perte d'une manière générale. L'amour est le sentiment humain le plus noble ; il demeure le fondement même de la vie qui mérite d'être vécue.

II. Théoriser pour théoriser

Je n'ai guère d'attrance pour ces philosophes qui ont trouvé l'occasion de s'adresser à un public inquiet, en alerte, moins occupé que d'habitude et plus à même d'écouter leurs réflexions sur le sens de la mort. Mourir à cause du virus n'a pas de sens. La mort en soi, d'une manière générale, n'a pas de sens. La vie non plus. Il est plus utile à l'homme de réfléchir au sens de sa vie qu'à celui de la vie en général. Et de se demander ce que la vie d'autrui vaut et signifie pour lui. Les réponses qu'il trouvera détermineront sa personnalité – à moins que ce ne soit elle qui détermine ses réponses –, et ce en tout temps, dans l'adversité comme la félicité, les épreuves comme les moments d'espoir, et notamment en temps d'épidémie.

Je n'ai pas non plus beaucoup de sympathie pour ceux qui dressent des comparaisons entre les épidémies de différentes époques sans tenir compte de leur contexte historique. Ceux qui colportent des rumeurs de toute sorte ne m'inspirent qu'ennui et lassitude. L'explosion printanière de la pensée fast-food autour du coronavirus ne me parle pas. C'est aux médecins que je pense, aux infirmiers, au personnel hospitalier, aux agriculteurs, à tous ceux qui travaillent dans le secteur de la production, dans les centrales électriques, les entreprises hydrauliques, les sociétés de télécommunications, et, oui, si vous le permettez – une fois n'est pas coutume – aux agents de la police et de la sûreté nationale, et aux journalistes qui continuent à travailler, aux gens qui viennent en aide aux démunis, à titre individuel ou dans le cadre d'associations de bienfaisance et de solidarité, et bien d'autres encore. Je ne cesse de penser à ceux qui souffrent d'autres maladies graves, et qui, en ces temps exclusifs d'épidémie, n'oseront bientôt plus se plaindre de leurs souffrances, ni même consulter un médecin quand ils auront mal, ou qui hésiteront à aller à l'hôpital en cas de crise, de peur d'y être contaminé, ou qu'on ne s'occupe pas de leur cas.

Certains d'entre nous apprendront à respecter les travailleurs des secteurs des services et de la production, qui d'ordinaire n'ont pas droit à la considération de nos sociétés hiérarchiques et inégalitaires. Mais cela durera-t-il après le coronavirus ? Ceux dont je veux parler ont continuellement besoin de ces travailleurs, mais il aura fallu une épidémie pour qu'ils se soucient d'eux, parce qu'ils travaillent, eux, à l'extérieur, pendant que les autres restent chez eux.

Si la nature est complexe, le monde des hommes l'est encore plus. Il foisonne de contradictions. L'homme en est pétri. Des épidémies, il en est d'autres plus anciennes qui continuent à faucher des vies en Afrique, le sida notamment, mais elles ne font pas l'objet de la même attention. Certes, il n'est pas interdit de débattre des politiques adoptées par tel ou tel État pour lutter contre le virus ; reste que ces États ne sont pas la cause de l'épidémie, pas plus que le nouvel ordre mondial n'est la cause de sa propagation.

En temps de crise, ils sont légion, ces « prophètes de la colère » qui rejettent sur le développement, le progrès, nos modes de vie actuels, la responsabilité de cette épidémie. Certes, on peut affirmer que le progrès et le développement sont responsables de la crise écologique et du réchauffement climatique – mais aussi des dernières guerres ravageuses, de la surconsommation, voire de l'ultra-consommation, et même des maladies psychiques, de l'aliénation sociale, de l'hypertension, du diabète et du cholestérol, et du désintérêt pour les épidémies qui sévissent en Afrique. La liste est longue, je vous laisse choisir. Reste qu'en tant que telles, les épidémies n'y figurent pas.

Les siècles qui nous ont précédés ont connu des épidémies dévastatrices d'une ampleur inimaginable (peste, typhus, rougeole, poliomyélite, choléra, fièvre jaune, etc.). Il n'y avait alors ni médecine, ni science, ni sociétés organisées en États. Précisément documentées, ces épidémies ont ravagé des continents entiers, à commencer par la peste, qui au XIV^e siècle a touché plusieurs fois l'Europe et s'est répandue semble-t-il jusque sur les rives de la Mer Noire (ou l'inverse), et même jusqu'aux pays du Levant, alors sous domination mamelouke, sans avoir besoin de trains ni d'avions. Les mouches elles-mêmes ont contribué à sa propagation, outre les moustiques et les rats, surtout les rats des ports. Les gens étaient épouvantés par ce mal inconnu qui semblait être un châtement divin. Comme les autres, charlatans et oracles prenaient la fuite sans plus de cérémonie. Des villes se vidaient de leurs habitants, on y entendait siffler le vent. Des régions entières étaient sans vie. Souvent, il ne restait plus personne pour enterrer les morts. À notre époque, les épidémies sont devenues plus rares et moins destructrices, grâce au progrès des sciences théoriques et expérimentales, de la médecine, des vaccins et des traitements mis au point, mais aussi parce que les sociétés modernes sont organisées en États capables de prendre des mesures de prévention imposées ou non, et enfin en raison d'un certain nombre de facteurs imbriqués liés à l'amélioration de la production, de l'hygiène, de l'habitat, et au changement des habitudes sanitaires. La population mondiale a augmenté et l'espérance de vie s'est allongée proportionnellement au développement socio-économique. La mortalité infantile a diminué, la nutrition s'est améliorée, les traitements aussi. Que certains voient tout cela comme une nouvelle malédiction est un autre sujet. Reste que ces progrès dépendent de la capacité de la science à répondre à la faculté d'adaptation des virus à notre système immunitaire, et réciproquement. Rappelons-nous que les virus de la grippe n'ont cessé de muter, et que, chaque fois, un nouveau vaccin a dû être développé. La grippe et plus généralement la famille des coronavirus sont peut-être en passe de devenir l'ennemi numéro un de l'humanité, car ces virus n'arrêtent pas de changer de visage et de rôle.

Nous n'avons pas besoin d'une épidémie et de centaines de milliers de victimes pour comprendre que nous devons faire preuve de rationalité et de moralité dans nos interactions et de modestie dans notre relation à la nature, y compris à notre corps, même si la science a pour principe de tenter de maîtriser l'environnement humain et

d'explorer les lois de la nature pour les assujettir à son intérêt – comme dans le cas des recherches menées en ce moment sur le coronavirus dans les laboratoires des pays développés. Nous devons prendre conscience que nous ne pouvons pas maîtriser les lois de la nature comme un occupant extérieur. C'est une chimère. Nous faisons partie de la nature, nous en sommes dépendants. Cette conscience devrait sous-tendre l'élaboration des politiques sanitaires nationales, et même la planification des infrastructures et de la production, qui touchent à toute la vie humaine.

Certains s'insurgent contre la modernité. Tout ce qui se passe de nos jours est-il dû à la modernité ? Qu'est-ce que la modernité a en commun avec le coronavirus ? Ni sa carte génétique, ni ses protéines, ni son ADN, ni son efficacité. Le virus est nouveau, pas moderne. Ce qui est nouveau également, c'est l'attitude adoptée à son égard : sa transformation en phénomène médiatique, social et même politique – contrairement aux épidémies des siècles passés, dans lesquelles l'État avait un rôle inexistant. Les médias, la diffusion en direct et internet sont autant de facteurs qui ont généré une homogénéité temporelle autour de la planète. Les gens vivent les mêmes événements en même temps, même s'ils ne les appréhendent pas de la même façon. Et les interventions des experts, des analystes, des médecins, des scientifiques, comme les communiqués de l'Organisation mondiale de la santé, entre autres, contribuent à uniformiser la compréhension du phénomène, la même terminologie étant traduite en un clin d'œil dans toutes les langues. **Si « modernité » de l'épidémie il y a, elle réside dans la production d'une synchronie : la convergence des préoccupations et des inquiétudes nous donne l'impression d'appartenir à l'immense groupe de l'humanité. Cela ne signifie pas forcément que de nouvelles valeurs sont générées, ni que cette appartenance à la grande famille humaine prévale sur nos autres modes d'appartenance.** Car bien que la terminologie relative à cette épidémie ne soit plus une simple abstraction, mais une expérience de vie bien concrète, de nombreux facteurs continueront à faire de la diversité culturelle, ethnique et religieuse une source d'hostilités et de conflits.

On constate aussi que, soudain, parmi les gens qui se plaisent à partager publiquement leurs étonnements, nombreux sont ceux qui découvrent qu'au fond, l'homme est insignifiant et que sa toute-puissance peut s'effondrer devant un virus invisible à l'œil nu – comme si, avant le Covid-19, virus, microbes et bactéries étaient visibles à l'œil nu. Cela n'est pas nouveau, après chaque décès brusque des suites d'une maladie, ou à cause d'un accident de la route par exemple, la toile est inondée de maximes comme : « La vie est une plaisanterie », « On est bien peu de chose », « L'homme est tout petit devant la toute-puissance de la nature », « Il disparaît devant la grandeur du Créateur », etc. À dire vrai, la grandeur de l'homme, la valeur de sa vie, sa conception du monde, ne se mesurent pas à la défaite de son corps face au virus, pas plus que l'on ne saurait voir là une preuve de la grandeur divine. Au besoin, il en existe de meilleures. À commencer par l'homme lui-même, en tant que créature conçue à l'image de Dieu. La grandeur du Créateur ne se manifeste pas dans l'insignifiance de l'homme, ni sa défaite face au virus, mais dans sa propre grandeur et ses efforts pour vaincre ce dernier. Rappelons-nous ce verset du Coran : « Nous avons proposé le Dépôt aux cieux, à la terre et aux montagnes, mais ils

ont refusé car ils s'en effrayaient. L'homme, lui, injuste envers lui-même et ignorant de toute loi, s'en est chargé¹. »

III. Peur et incertitude

La différence entre la réaction des gens à cette épidémie et celle qu'ils ont pu avoir face à des catastrophes antérieures réside dans cette peur trans-étatique et transcontinentale. La peur et l'expectative sont ici collectives et synchroniques.

La mort soudaine n'effraie pas parce que, justement, elle survient à l'improviste. L'homme n'a pas à l'affronter, il n'a pas de face-à-face avec elle. Mais lorsqu'un danger imminent plane sur son existence – qu'il soit visible ou invisible –, il vit forcément sous tension et dans l'appréhension, même si au bout du compte ce danger n'entraîne pas sa mort. Dans les films d'horreur, la peur n'est pas générée par la surprise, mais par le suspense ménagé par l'évocation, la musique, la mise en scène, etc. On sent que quelque chose de terrible va se produire. Le drame que vit l'humanité aujourd'hui n'est pas une question de petit ou de gros virus. C'est l'idée de s'attendre à ce qu'il nous arrive malheur parce que le danger qui plane sur nous menace au même moment n'importe qui dans le monde, et choisit ses victimes au hasard.

En outre, si à présent nous avons peur des autres, quels qu'ils soient, nous redoutons aussi tous les objets qui nous entourent. Un nouveau vocable s'est introduit dans notre vie quotidienne : les « surfaces ». C'est-à-dire celles des corps environnants. Qui aurait imaginé qu'on utiliserait un jour un terme pareil en dehors des cours de physique ? À présent, on réfléchit à deux fois avant de toucher les surfaces sur lesquels le virus peut survivre plusieurs heures (ceux qui souhaitent approfondir la question peuvent se reporter aux chiffres qui détaillent la durée de vie du virus sur les différentes matières) et l'on s'efforce de s'abstenir du réflexe de se toucher le visage. Tous nos sens sont donc mobilisés tout au long de la journée. Mobilisés, mais en même temps inhibés. Le danger n'a pas d'odeur, ne se voit pas, ne s'entend pas. Aucun de nos sens ne peut nous aider à répondre à la question qui trouble sans relâche notre inconscient et émerge souvent à la « surface » de notre conscience : Ai-je été infecté ? Est-ce que je transmets le virus sans le savoir ?

Cette peur justifiée est devenue un véritable « virus psychique ». Certains en atténuent l'effet en considérant les probabilités de manière rationnelle et en prenant toutes les mesures de précaution possibles ; d'autres s'en affranchissent en se consacrant à des choses qui ont du sens pour eux ; un troisième genre de personnes se complaît dans la tension et la peur, voire passe son temps à effrayer les autres et à attiser les querelles domestiques.

¹ Verset n° 72 de la sourate des Coalisés. Les exégètes diffèrent quant à l'interprétation du mot « dépôt » dans ce verset. Quoi qu'il en soit, il est clair qu'il s'agit d'une mission confiée par Dieu que les cieux et les montagnes ont eu peur d'endosser, alors que l'homme, malgré son injustice et son ignorance, l'a acceptée.

Au bout du compte, le problème est toujours là, il nous faut bien vivre avec, et avec la peur qu'il engendre, tout en restant rationnels, autant que possible, et en gardant notre sens moral, notre empathie, notre affection, notre compréhension mutuelle, jusqu'à ce que passe la crise. Certains racontent des plaisanteries et dissipent leurs tensions en riant. Je ne suis pas d'accord avec cette sentence acrimonieuse que l'on attribue fréquemment à Ibn Khaldoun (j'ignore pourquoi), bien qu'elle ne figure ni dans ses *Prolégomènes* ni dans aucun autre de ses écrits : « Si les gens abusent d'histoires drôles en temps de désastre, sache que la misère s'est emparée d'eux et qu'ils croupissent dans la négligence, la servitude et l'opprobre, tels un homme ivre qu'on conduit à la mort. » En réalité, si les gens abusent de plaisanteries et d'anecdotes amusantes en temps de désastre, c'est qu'inconsciemment ils se créent un mécanisme de défense pour relâcher leur tension. Si l'immunité physiologique est impuissante face au coronavirus, l'immunité psychique est peut-être le meilleur rempart contre le virus de la peur.

Certains ont recours à des comparaisons pour minimiser le danger de l'épidémie et promouvoir la méthode de l'immunité collective. Ils rappellent notamment que les accidents de la route font plus de morts que le coronavirus. C'est sans doute vrai. Les accidents de la route sont un fléau dans le monde. Mais des mesures sont prises pour les éviter, une liste interminable d'instructions est régulièrement mise à jour. L'homme peut les appliquer à la lettre, même si, bien sûr, il ne peut rien contre l'imprudence des autres, ni contre le hasard. Reste que les accidents de la route sont le fait de l'homme, ce qui n'est pas le cas du virus. En attendant de trouver de traitement adéquat, l'action du coronavirus ne dépend pas du comportement humain, même si c'est l'homme qui le propage.

IV. Distanciation physique, distance et courtoisie

La distanciation sociale est une expression nouvelle. Elle consiste à maintenir une certaine distance entre les corps pour éviter la contagion. J'ignore pourquoi on ne parle pas de distanciation physique ou personnelle. Pourquoi parler de « distanciation *sociale* » ? Ne dit-on pas que « sans les autres, le paradis ne vaut pas la peine qu'on y mette les pieds » ? Quoi qu'il en soit, l'expression s'est répandue sous cette forme, il n'est plus temps d'ergoter. Garder une distance entre les gens est une bonne chose même en dehors des périodes d'épidémies. Trop toucher les autres ou se frotter à eux peut être perçu comme un comportement intrusif et désagréable. Même dans les grandes villes surpeuplées, certains ne sont pas habitués à cette promiscuité forcée dans les transports bondés, ou quand ils se trouvent pris au milieu d'une foule. Elle les dérange, et ils s'étonnent qu'elle semble ordinaire pour ceux qui les entourent. Quand ils désespèrent de pouvoir défendre leur sphère intime, ils s'abstraient mentalement de leurs corps agressés et s'en détachent sensoriellement.

Les sociétés qui respectent la vie privée de l'individu sont réticentes envers le toucher, même lorsqu'il est l'expression d'une forme de considération ou d'affection. À l'inverse, chez certains jeunes de ces sociétés, le recours à une proximité physique exubérante est un élément de révolte contre la froideur familiale, quand la distanciation régit presque tous les comportements, au point de devenir synonyme de courtoisie et de civilité — comme si la politesse consistait à garder ses distances avec autrui. Entre distance

physique et distance affective, on ne sait plus très bien ce qui a précédé quoi. La froideur sociale serait-elle le prix du respect de la vie privée ? Il semblerait qu'il soit difficile de tout avoir : chaleur humaine, familiarité, affection, d'une part, vie privée et espace intime d'autre part. Ce n'est pas impossible. Mais comment maintenir la distance nécessaire au respect de l'intimité physique, tout en continuant à exprimer ses sentiments d'affection et d'amitié et sans réprimer son langage corporel, si l'on est absorbé toute la journée par une guerre d'usure pour défendre chaque centimètre de son intimité, et ce sur plusieurs fronts ? Car il n'y a pas que le toucher qui peut être intrusif : imposer ses goûts musicaux à autrui est aussi une forme d'intrusion, tout comme agresser ses oreilles avec du vacarme ou des klaxons, ou se mêler de la vie des gens, ou s'immiscer dans les choix de certains adultes de la famille, etc. C'est là que l'expression de distanciation sociale aurait sa place, contre l'indiscrétion sociale, la curiosité abusive, les goûts imposés, etc. Je ne crois pas que la distanciation physique, ni les masques, ni le travail à domicile par vidéoconférence ne soient à même de régler ces problèmes.

Les embrassades et les étreintes sont un besoin humain. Il ne s'agit pas seulement d'exprimer ses sentiments, mais aussi du besoin d'en recevoir. Serrer quelqu'un dans ses bras n'est pas qu'un geste symbolique. Depuis l'enfance, c'est l'une des rares manifestations de la concordance entre notre être et notre corps. S'en priver, c'est se priver d'une part de son humanité. Une poignée de mains n'est qu'une forme de salutation. Il fut un temps où elle servait à signifier un accord, à ratifier un contrat. Il existe bien d'autres gestes et d'autres mimiques de salutation, il est donc possible qu'une fois la crise passée, on ne se serrera plus la main autant qu'avant. En revanche on recommencera sans doute à serrer les gens contre soi. Je ne pense pas que les poignées de main manquent à quiconque. Mais beaucoup de gens ont hâte d'étreindre leurs proches et leurs amis. Les amants ressentent tout particulièrement cette privation. Sans parler des gens qui n'ont pas droit aux étreintes à l'enterrement d'un proche ou un ami, et qui doivent se contenter de recevoir les condoléances à distance.

Il est possible qu'une part du mode de vie que nous avons adopté avec cette épidémie survive à la crise. On a découvert notamment les bénéfices du travail à distance, et il ne fait pas de doute que certaines entreprises vont continuer à développer cette méthode. Les réunions à distance ont clairement fait leurs preuves : elles sont plus brèves et plus efficaces que les réunions autour d'une table. L'enseignement en ligne ne sera pas sans effet sur le fonctionnement des écoles et des universités en dehors des périodes de crise, même dans les pays et les sociétés qui ne sont pas encore prêts pour cela, tant au niveau de l'infrastructure que du personnel, auquel il manque encore le savoir-faire adéquat pour mettre en œuvre cette évolution. De fait, la transition vers l'enseignement en ligne a commencé. Elle n'est plus limitée à telle ou telle université virtuelle ou institution, elle est devenue un phénomène social plus global.

V. Sommes-nous vraiment égaux face à l'épidémie ?

Dans les salutations arabes traditionnelles, les encouragements à rester chez soi ont remplacé le leitmotiv des questions presque rhétoriques sur la santé de l'interlocuteur – en général, elles n'appellent même pas de réponse. Cependant « Restez chez vous ! » est une expression propre à susciter une réelle inquiétude, inquiétude accompagnée de

routines de désinfection obsessionnelles qui nous feraient beaucoup rire si on nous filmait en pleine action. C'est un monodrame silencieux, une scène de mime pleine d'appréhension et de gestes mécaniques répétitifs.

On ne cesse de se dire que cette obsession de la désinfection est stérile. Qu'ai-je désinfecté ? Qu'ai-je oublié ? Avant quoi ? Après quoi ? Et à quoi bon tout cela si je n'ai pas pensé à désinfecter mes lunettes depuis deux semaines ? Et puis il y a une chose qui nous perturbe : notre incapacité à nous défaire du réflexe de toucher notre visage avec nos mains, autrement dit à transformer ce réflexe en un geste volontaire dont on a conscience avant de l'exécuter. On a beau essayer, on n'arrive pas à se contrôler. Et dès qu'on y pense, un endroit chaque fois différent du visage se met à nous démanger. Et plus on se retient de le gratter, plus il nous démange. Il finit par devenir si insistant que l'on n'a pas d'autre solution que de se lever pour aller se désinfecter les mains, puis de le gratter ou le frotter nerveusement comme pour se venger ; ceci si, en chemin pour le désinfectant, on ne s'est pas déjà touché dix fois le visage machinalement.

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, rester à la maison est devenu une responsabilité sociale, une participation à l'intérêt général. Jusque-là, ne pas sortir de chez soi était vu comme une forme d'oisiveté due à la paresse ou au repli sur soi. Cela voulait dire ne rien faire, être inactif. À présent, c'est un acte de vertu, c'est le summum de l'action et de la créativité humaine. Et ce n'est là qu'une des paradoxes des temps que nous vivons.

Le monde a connu bien des épidémies et des tragédies. Mais jamais encore on avait vu l'humanité confinée de la sorte, et les rues et les places publiques se vider partout dans le monde en même temps.

Cependant, cette injonction à rester chez soi nous rappelle que bien des gens aimeraient se confiner si seulement ils avaient un toit – des millions de personnes dans le monde sont sans abri. Elle devrait également nous rappeler que toutes les maisons ne se ressemblent pas. Certaines sont des palais, d'autres des cahutes, des appartements avec balcon, des appartements sans balcon... Les familles sont aussi de tailles disparates. Une famille nombreuse enfermée dans un deux-pièces ne vivra pas la même expérience du confinement que celle qui a le loisir de circuler dans une maison immense où tout le monde peut préserver son intimité. Qui a dit que l'épidémie met tout le monde sur un pied d'égalité ? C'est peut-être vrai biologiquement, mais même sur ce terrain-là, les traitements offerts en salle de soins intensifs diffèrent d'un hôpital à l'autre, et peuvent infléchir la nocivité du virus – sauf dans les cas extrêmes. Son taux de mortalité ne dépend pas seulement de l'âge des patients et de leurs maladies chroniques, mais aussi de l'attention qui leur est accordée, du nombre de médecins, de lits, d'hôpitaux, de services d'urgences à leur disposition, et de la façon dont ils sont équipés.

L'épidémie ne met pas sur un pied d'égalité les ouvriers et petits artisans et commerçants qui respectent le confinement tout en se demandant avec angoisse comment ils vont faire pour nourrir leur famille le mois prochain, ceux qui jouissent d'un emploi stable dont ils ignorent jusqu'à quand il va pouvoir durer, et ceux qui suivent les cours de la Bourse et de leurs actions depuis chez eux.

L'enseignement à distance n'est pas qu'une solution provisoire, il est amené à être intégré aux processus d'apprentissage. Mais pour l'instant, tous les élèves ne sont pas égaux dans ce système, car il dépend du réseau internet, or de nombreuses familles n'y ont pas accès ou n'ont pas les moyens de se l'offrir, outre que la puissance du réseau diffère d'un pays à l'autre et en fonction des couches sociales. L'enseignement à distance n'est donc pas égalitaire, du moins pour l'instant. Il reproduit l'inégalité qui prévaut au sein des sociétés et d'une société à l'autre. Il ne comble pas le manque d'investissement dans l'éducation, ni les disparités qui existent quant au niveau et au nombre des enseignants, ni aux méthodes d'enseignement.

Contrairement aux guerres et aux contextes de violence, où l'homme, en général, est en position de force par rapport à la femme, les épidémies sont comme toutes les épreuves familiales et domestiques : elles ont tendance à dévoiler la faiblesse des hommes et leurs difficultés à endurer l'adversité, contrairement aux femmes, qui font preuve de plus d'endurance et de patience. Dans beaucoup de sociétés, la maison est le domaine des femmes. En outre, une partie des femmes cumulent travaux domestiques et travail à l'extérieur afin de subvenir aux besoins du foyer. On peut supposer également que, dans les circonstances actuelles, ce sont surtout elles qui sortent faire les courses, même si nous ne disposons pas de données à ce sujet. Cette crise générera-t-elle une promotion de la femme sur l'échelle sociale ? Il est difficile de répondre catégoriquement à cette question, car dans bien des cas, les pressions économiques, l'angoisse existentielle et la promiscuité domestique aggravent la violence familiale. Mais il n'est pas interdit de croire qu'à l'issue de cette crise, de nombreux hommes auront plus de considération pour les femmes, et de nombreuses femmes auront plus de confiance en elles. Quoi qu'il en soit, le processus d'émancipation de la femme et le comblement du fossé qui la sépare des hommes sont à l'œuvre et se sont accélérés d'une manière sans précédent au cours des dernières décennies.

Les personnes âgées ne sont une charge pour personne. Elles ont travaillé toute leur vie pour construire un État, une société, des générations de jeunes et de moins jeunes, dont cette minorité qui se plaint aujourd'hui qu'elles soient un fardeau. Il faudrait rappeler à ces gens qui n'ont pas assez d'humanité pour prendre soin de leurs aînés qu'il ne s'agit pas d'une faveur qu'on leur fait, mais d'un devoir et d'une simple forme de justice à leur égard. Fort heureusement, des centaines de milliers de jeunes volontaires s'engagent pour leur venir en aide aux quatre coins du monde. Il existe en effet toute une nouvelle génération dotée d'une plus grande conscience morale qui laisse présager un monde meilleur.

Dans ces heures tragiques, la situation des maisons de retraite devrait mettre la question à l'ordre du jour. Est-il pensable que la vieillesse humaine soit soumise aux lois du marché ? La plupart de ces établissements, notamment aux États-Unis, sont des projets d'investissement à but lucratif. Or en ces temps d'épidémie, particulièrement meurtriers pour cette génération, il est clair qu'ils sont dénués de la responsabilité morale et de la capacité à prendre soin des personnes âgées.

Vers la fin du siècle dernier, des penseuses féministes ont proposé l'idée d'une « éthique du soin », par opposition à l'éthique de la justice. J'ai toujours pensé que la première n'était pas une alternative à la seconde, mais qu'elle la complétait. Cette crise sanitaire révèle

clairement l'importance d'une éthique du soin qui ne serait plus basée sur des principes abstraits et généraux inspirés des valeurs d'égalité et de liberté, mais sur la notion d'empathie et la volonté de trouver des solutions aux problèmes concrets d'autrui parce que l'on est conscient de ses souffrances. L'éthique de la justice est nécessaire, car il n'y a pas de justice sans éthique, mais, concrètement, dans les situations de catastrophes fortuites les principes de la justice, basés sur l'équilibre entre liberté et égalité, ne suffisent pas. C'est précisément là que l'éthique du soin prend tout son sens.

La question de l'inégalité devant l'épidémie rappelle d'ailleurs le syndrome d'immunodéficience acquise : le sida, ou VIH.

L'épidémie du sida, qui se transmet par voie sexuelle et sanguine, ainsi que par l'allaitement (mais pas par voie aérienne ni par le toucher), a hanté le monde des années 1980. La littérature, les arts, le cinéma, se sont emparés du thème, qui a fait l'objet de mythes et de rumeurs à côté desquels ceux suscités par le coronavirus font pâle figure. Pendant longtemps, le sida a été entaché de soupçons d'ordre moral. Beaucoup n'osaient pas s'avouer malades, et ceux qui se déclaraient ouvertement séropositifs étaient considérés comme des gens courageux, parce qu'on associait le sida à l'homosexualité, qui était vue comme un opprobre. Depuis, l'Occident s'est affranchi de ce tabou, mais pas encore l'Orient, bien qu'il soit apparu que le sida peut être transmis par exemple par transfusion sanguine dans n'importe quel hôpital. Il est avéré également que l'on peut porter le virus sans avoir de symptômes, tout en contaminant les autres. La liste des complexités de cette maladie est longue. Les personnes séropositives ont beaucoup souffert et continuent à souffrir. Aujourd'hui, la principale difficulté à laquelle elles font face est celle de l'accès au traitement qui permet à leur corps de vivre avec le virus. Mais elles ne font plus la une des médias, parce que les deux tiers d'entre elles se trouvent en Afrique, et le dernier tiers en Asie.

De l'apparition de l'épidémie jusqu'à l'année 2018, environ 74,9 millions de personnes ont été infectées par le sida dans le monde. Près de 32 millions de personnes en sont mortes directement ou des suites de maladies ordinaires rendues mortelles par la déficience du système immunitaire causée par le virus. Depuis le pic atteint en 2004, le nombre de décès liés au sida a chuté de plus de 55 %. Ainsi, en 2018, on en a enregistré 770 000 de par le monde, contre 1,7 million en 2004. D'après l'Organisation mondiale de la santé, l'Afrique reste la région la plus touchée par le sida. Un adulte sur 25 (c'est-à-dire 3,9 % de la population africaine) est séropositif, ce qui représente environ près des deux tiers des personnes infectées par le sida dans le monde². Il est clair qu'aujourd'hui, cette épidémie ne suscite plus beaucoup d'intérêt. Non seulement parce qu'il existe à présent des traitements qui permettent aux personnes infectées de vivre avec la maladie, mais parce qu'elle a beaucoup reculé en Amérique du Nord — après y avoir été une source de préoccupation majeure durant les deux dernières décennies du siècle dernier — et qu'elle est essentiellement circonscrite aux pays de l'hémisphère Sud, et en particulier à l'Afrique.

² Pour aller plus loin : "The Global HIV/AIDS Epidemic" *HIV.gov*, consulté le 17 avril 2020 sur : <https://bit.ly/2ynH0q2> ; "Global Health Observatory (GHO) data", World Health Organization, consulté le 17 avril 2020 sur : <https://bit.ly/34Lnksv> ; "Fact Sheet – World Aids Day 2019", UNAIDS, consulté le 17 avril 2020 sur : <https://bit.ly/3bg8H2M>

Les pays du Sud sont ainsi les plus grands consommateurs de ces précieux médicaments anti-VIH produits par les pays du Nord. Le tableau ci-dessous (n° 1) détaille le nombre de personnes vivant avec le VIH, le nombre de nouvelles infections et le nombre de décès liés au virus dans chaque région du monde, d'après les dernières statistiques disponibles sur l'état de l'épidémie.

Tableau n° 1 : Nombre de personnes vivant avec le VIH, nombre de nouvelles infections, nombre de décès liés au virus (par région³)

	Nombre de personnes vivant avec le VIH jusqu'en 2018 (millions)	Pourcentage du total de cas dans le monde	Nombre de nouvelles infections en 2018 (milliers)	Pourcentage du total de cas dans le monde	Nombre de décès dus au VIH ou à des maladies liées aux VIH en 2018 (milliers)	Pourcentage du total de cas dans le monde
Afrique de l'Est et du Sud	20.6 millions [18.2 millions – 23.2 millions]	54.4	800 000 [620 000 – 1.0 million]	47.1	310 000 [230 000 – 400 000]	40.3
Asie et Pacifique	5.9 millions [5.1 millions – 7.1 millions]	15.6	310 000 [270 000 – 380 000]	18.2	200 000 [160 000 – 290 000]	26.0
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	5.0 millions [4.0 millions – 6.3 millions]	13.2	280 000 [180 000 – 420 000]	16.5	160 000 [110 000 – 230 000]	20.8
Caraïbes	340 000 [290 000 – 390 000]	0.9	16 000 [11 000 – 24 000]	0.9	6 700 [5 100 – 9 100]	8.7
Europe de l'Est et Asie centrale	1.7 million [1.5 million – 1.9 million]	4.5	150 000 [140 000 – 160 000]	8.8	38 000 [28 000 – 48 000]	4.9
Amérique latine	1.9 million [1.6 million – 2.4 millions]	5.0	100 000 [79 000 – 130 000]	5.9	35 000 [25 000 – 46 000]	4.5
Amérique du Nord, Europe de l'Ouest, Europe centrale	2.2 millions [1.9 millions – 2.4 millions]	5.8	68 000 [58 000 – 77 000]	4.0	13 000 [9 400 – 16 000]	1.7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	240 000 [160 000 – 390 000]	0.6	20 000 [8 500 – 40 000]	1.2	8 400 [4 800 – 14 000]	1.1
Nombre de cas dans le monde	37.9 millions [32.7 millions – 44.0 millions]		1.7 millions [1.4 million – 2.3 millions]		770 000 [570 000 – 1.1 million]	

VI. À propos de la « ligne de front »

Les hôpitaux sont en état d'urgence. Les travailleurs de la santé risquent leur vie pour lutter contre l'épidémie. On a pris l'habitude de dire des hôpitaux qu'ils sont la « ligne de front » de la bataille. L'endroit le plus dangereux, où le travail est le plus risqué. Chaque jour, la population rend hommage aux soignants, qui eux souhaiteraient que ces rituels se traduisent par des mesures politiques concrètes en faveur de la santé publique. La différence entre les hôpitaux du secteur public et ceux du secteur privé est devenue particulièrement flagrante avec cette crise. Ce sont les hôpitaux publics qui sont en première ligne, et ils enregistrent de grandes victoires dans les pays où la médecine n'a pas encore été transformée en une source de profit.

³ Ces chiffres sont de simples estimations correspondant à la moyenne des données approximatives. Ainsi par exemple, entre le déclenchement de l'épidémie et l'année 2018, entre 58,3 et 98,1 millions de personnes ont été infectées par le VIH dans le monde, soit une moyenne de 74,9 millions de personnes. Source : "Fact Sheet – World Aids Day 2019 UNAIDS", consulté le 17 avril 2020 sur : <https://bit.ly/3bg8H2M>

Les « soldats » de cette guerre sanitaire affrontent l'épidémie avec des moyens divers. Ils expérimentent des thérapies déjà disponibles, dont aucune n'est conçue pour cette maladie. Malgré tout, les résultats sont disparates, car la qualité des soins et les efforts fournis font une différence et peuvent sauver des vies, même dans le cas d'un virus pour lequel il n'y a pas encore de traitement précis. Une « subculture » est apparue dans le monde : celle des travailleurs de la santé, qui prennent tous les mêmes risques en s'exposant à la contagion, se plaignent tous du manque de matériel d'assistance respiratoire et d'équipements de protection, et se privent de voir leur famille pendant de longues semaines. Si cette subculture s'organisait au niveau mondial, il est fort possible qu'elle aurait une influence sur les politiques publiques.

J'ai l'habitude de voir l'hôpital comme un lieu où les personnes les plus jalouses de leur dignité personnelle doivent renoncer à leur intimité psychique et corporelle pour se débarrasser tout d'abord de la douleur, puis de la maladie. Si l'on décide d'aller à l'hôpital de son plein gré, ce renoncement s'impose comme une évidence, il n'y a pas lieu de résister. L'hôpital n'est pas un lieu pour exprimer son individualité. En dépit des grands progrès qui ont été faits quant au respect de la volonté du patient, la règle veut que si l'on décide d'aller à l'hôpital et d'y rester, on reconnaît implicitement le pouvoir du personnel médical. Les hôpitaux ont des services d'urgence ; ils peuvent se trouver en *état d'urgence* (comme les États). Dans ce cas, la vie des patients, quand elle peut être sauvée, passe avant le respect de leur volonté. De nombreuses législations encadrent cette question, en prévoyant des exceptions.

On a beaucoup dit et beaucoup écrit sur l'hôpital en tant qu'institution, avec ses lois qui deviennent parfois un objectif à part entière, ses politiques et ses conflits. Je ne reviendrai pas sur la littérature qui, historiquement, l'a pensé comme un lieu où les malades sont catégorisés par les valides – sachant que catégoriser est en soi un acte de pouvoir –, et où le corps du patient est conçu comme un objet, pas un sujet, et bien d'autres questions qui révèlent les sombres aspects de l'histoire des sciences médicales et de la pratique de la profession. Car ce n'est plus cette situation qui prévaut. De grands progrès ont été réalisés, non seulement dans les sciences médicales, mais aussi en matière d'humanité et d'éthique universelle. La médecine a appris à reconnaître ses erreurs et à accepter de rendre des comptes, et la législation qui la concerne a évolué, surtout dans les pays démocratiques. De nos jours, le nombre de médecins et de lits d'hôpitaux pour mille habitants est un critère de progrès national et de développement humain.

Pourquoi faisons-nous confiance aux médecins ? Parce que soigner un patient pour le guérir, si cela est possible, et soulager ses souffrances si la guérison est impossible, ne fait pas seulement partie du code de déontologie médicale, mais résume la définition de la profession. Quant au médecin lui-même, à ses problèmes familiaux, son éthique personnelle, ses positions politiques, ils n'ont rien à voir avec l'exercice de la médecine, et il est censé les laisser au vestiaire quand il enfle sa blouse pour entrer dans la chambre d'un patient. Le patient est un corps/un être humain, pas une personne avec son individualité, sa personnalité, sa religion, sa nationalité, sa couleur, ses origines, sa classe sociale. Le regard qu'il porte sur le médecin est sans rapport avec les représentations sociales ou politiques dominantes. Son ethnie, sa couleur, sa religion, son idéologie lui importent peu. Ce qui l'intéresse, ce sont ses années d'expérience, l'université où il a étudié et son bagage scientifique. Si le médecin ne fait pas tout son possible pour soigner

et guérir le malade, il dément sa profession. Un certain nombre de praticiens se comportent en effet comme de simples experts du corps humain, conçu comme un objet à dominer – par exemple quand ils acceptent de travailler dans les prisons et les centres de détention pour exécuter la politique d'un pouvoir brutal ou mener des expériences sur les prisonniers.

L'assujettissement de la pratique médicale à des considérations mercantiles – sachant que, de plus en plus, les hôpitaux se transforment en des entreprises à but lucratif et les cabinets en des boutiques vendant des services médicaux – a forcément un impact négatif sur toute la profession quand les médecins se permettent des entorses à la déontologie, que la législation n'impose pas de restrictions à ces pratiques, et que la société organisée en État ne garantit pas une prise en charge adéquate aux patients qui n'ont pas les moyens de s'offrir les services du système de santé privé et concurrentiel.

De nos jours, les hôpitaux réunissent des médecins et des infirmiers de toutes les nationalités et de tous les genres. Ils comptent parmi les services absorbant le plus de professionnels immigrés. Cette mixité ethnique et religieuse est à l'heure actuelle l'une des manifestations les plus positives de notre civilisation humaine, qui ne manque pas d'aspects négatifs. On remarque qu'en Occident, on met souvent l'accent sur l'identité des médecins immigrés, en particulier ceux qui perdent leur vie dans l'exercice de leurs fonctions, en signe de respect et de considération. C'est une bonne chose pour l'opinion publique, en ce sens que cela peut embarrasser les militants anti-immigration et les racistes de toutes sortes. Mais une question se pose : faut-il qu'un immigrant soit médecin pour que sa contribution économique et sociale soit reconnue et appréciée ? Pourquoi faut-il qu'il se distingue d'une quelconque manière pour être accepté en tant qu'être humain de valeur égale ?

Il existe des pays, même parmi les pays développés, qui sont incapables de fournir des services de santé appropriés à leur population sans le concours du personnel immigré (qu'il s'agisse des soignants ou du personnel d'entretien). Il existe des sociétés où il n'y a pas assez de médecins, et où les gens acceptent que leurs enfants exercent la médecine, mais en aucun cas le métier d'infirmier, et encore moins celui d'agent d'entretien – entretien sans lequel aucun établissement public ne saurait fonctionner, *a fortiori* un hôpital. Accessoirement, il est troublant de songer que dans certains de ces pays qui dépendent des travailleurs et des professionnels immigrés, une infime minorité d'entre eux est en position de se plaindre de la qualité des soins offerts par les hôpitaux de son pays d'origine.

Le Portugal a pris une décision qui semble évidente mais qui ne l'est pas partout : celle d'accorder aux migrants et aux demandeurs d'asile le droit de bénéficier des mesures prises pour l'ensemble des citoyens dans le cadre de la crise du coronavirus. C'est une sage décision. Mais quoi qu'il en soit, les médecins sont censés soigner tous les hommes sans discrimination, indépendamment des décisions gouvernementales.

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a été hospitalisé le 6 avril 2020, après avoir contracté le virus dix jours plus tôt. Ce n'est pas parce qu'au début de la crise, il a fait montre d'une grande désinvolture face à l'épidémie, qu'il a été infecté. Le virus ne se venge de personne et ne vise pas particulièrement ceux qui l'ont pris à la légère. Mais son

attitude en tant que Premier ministre décidant des politiques publiques est indirectement responsable de la contamination de beaucoup de personnes qui auraient pu éviter d'être infectés si la Grande-Bretagne avait pris des mesures strictes dès que l'OMS a annoncé que l'épidémie de coronavirus était devenue une pandémie.

Depuis l'époque de Margaret Thatcher, le secteur de la santé publique est délaissé en Grande-Bretagne. De nombreux gouvernements, dont celui de Johnson, se sont orientés vers sa privatisation – ou du moins vers la privatisation de certains de ses services. Il est vraisemblable que la réduction des budgets, le recul de la gouvernance et du contrôle de la corruption, ainsi que les doléances quant au montant des budgets publics affectés à la santé – l'« argent des contribuables », comme on dit –, aient été orchestrés pour saborder ce secteur et justifier sa privatisation. Or aujourd'hui, tout le monde vante les mérites du système public de santé, jusqu'à Boris Johnson à sa sortie de l'hôpital – lui qu'on avait accusé en novembre 2019 de chercher à vendre la santé publique de la Grande-Bretagne. Cela devrait servir de leçon à d'autres pays, dont un certain nombre de pays arabes.

La libre concurrence permise par l'économie de marché est source de créativité dans les domaines de la pensée, de la science et de la production. Malheureusement, si elle n'obéit pas à certaines valeurs, elle a pour défaut, entre autres, d'assujettir la santé humaine et de la mercantiliser, même quand il s'agit d'investir dans la production de médicaments et de vaccins. Les enjeux lucratifs constituent l'une des entraves au développement des vaccins contre le SRAS, notamment. On prétend que si l'on avait continué à chercher un vaccin contre le SRAS-CoV-1, le développement d'un autre vaccin contre le SRAS-CoV-2, c'est-à-dire l'épidémie de coronavirus qui sévit actuellement, aurait été bien plus facile. C'est également l'un des éléments qui retardent la découverte d'un traitement, ou de traitements, efficaces contre le cancer. En effet, les investissements capitalistes se focalisent sur les médicaments ou les vaccins les plus courants garantissant des gains à court terme. Mais actuellement, la concurrence s'opère pour la découverte d'un vaccin contre le coronavirus : les États concernés ont tout intérêt à investir dans ce domaine pour des raisons purement sociales et sanitaires, mais les investisseurs privés également, car personne dans le monde ne refuserait un tel vaccin, même s'il devait être renouvelé chaque année.

C'est dans les pays capitalistes développés que les sciences naturelles ont progressé le plus vite, avec le plus de créativité, et que la médecine est la plus performante. Pour autant, cela ne signifie pas que c'est là que les meilleurs services de santé sont offerts à la population. Plusieurs conditions doivent être remplies pour cela, notamment l'existence d'un secteur public de santé, la gratuité des soins, et des politiques publiques qui n'assujettissent pas la santé des citoyens aux lois du marché. Seuls quelques pays développés attachés au principe de la gratuité des soins et investissant dans le secteur public de la santé remplissent ces conditions. Ce secteur public existe aussi dans certains pays en voie de développement, mais il souffre de déficiences de la performance médicale et de la qualité des services, de mauvaise gestion, de népotisme, etc. Tout l'enjeu consisterait à concilier développement et prise en charge sanitaire.

En général, le degré de préparation aux épidémies est limité, tout comme celui de la préparation aux catastrophes. Il pourrait toutefois s'améliorer si les institutions publiques

réfléchissaient à plus long terme et écoutaient les recommandations des scientifiques et des spécialistes. Les initiatives et la créativité des réponses offertes par le secteur privé ne sont pas à négliger, mais la lutte contre les épidémies nécessite des investissements majeurs dans la recherche et une capacité d'organisation colossale que le secteur privé, aussi développé soit-il, ne peut assumer.

VII. L'ordre international

Le 6 avril 2020, alors que le monde entier vivait au rythme des actualités et des statistiques de la propagation du virus, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a publié un rapport pointant du doigt la responsabilité directe du régime syrien dans le bombardement de Latamné⁴ au gaz sarin et au chlore en mars 2017. L'incrimination précise d'une des parties au conflit syrien est une première de la part de cette organisation. Hélas, le rapport ayant été publié en pleine crise pandémique, il fut à l'image de ces funérailles sans cortège qui ont lieu de nos jours à cause du coronavirus. Le Conseil de sécurité s'est réuni sans prendre la moindre décision et personne n'a entendu parler de ce rapport. Il porte pourtant la signature d'une organisation internationale, et le fait qu'il soit paru à ce moment peu favorable n'enlève rien à l'atrocité du crime. Quant au désintérêt de la communauté internationale pour la question, il ne date pas d'aujourd'hui : cela fait bien longtemps qu'elle tourne le dos à la tragédie syrienne. Que personne n'accuse donc l'épidémie d'occulter des crimes contre l'humanité !

Historiquement, beaucoup d'épidémies ont interrompu des guerres. Ainsi, d'après les premiers récits de la guerre du Péloponnèse, Athènes était à deux doigts de la victoire lorsqu'elle a été frappée par ce que l'on a appelé alors la peste sans connaître véritablement la nature de l'épidémie. Plus près de nous, la grippe dite à tort « espagnole » — on pense en effet qu'elle a pu partir des camps militaires anglais établis en France, ou bien venir des États-Unis — pourrait être l'une des causes de la fin de la Première Guerre mondiale. Mais Khalifa Haftar, le chef de l'armée libyenne n'a que faire de l'épidémie de coronavirus : il n'y voit pas une raison suffisante pour arrêter de bombarder Tripoli. Les camps qui s'opposent dans le conflit yéménite ne semblent pas plus préoccupés par le virus. L'État islamique continue lui aussi à mener des attaques ici ou là. L'aviation égyptienne bombarde des positions dans le Sinaï. Quant au régime syrien, il poursuit sa guerre contre le peuple et affirme qu'il vaincra le coronavirus comme il a vaincu les « microbes du terrorisme ». On peut s'attendre à tout dans cette région ravagée.

De l'autre côté de la planète, le monde continue à fonctionner à son rythme et selon ses règles ; rien n'a changé. Simplement il est dans l'ombre, à la fin du bulletin d'informations, parce que les gens n'ont pas envie d'entendre parler d'autre chose que du Covid-19. Les élections de novembre prochain continuent à motiver l'attitude et les déclarations de Donald Trump : le sujet a changé, mais pas les objectifs. Cela s'applique aussi à la Chine,

⁴ Près de la ville de Hama, au nord de la Syrie.

à ses ambitions de domination économique mondiale et à sa nouvelle « route de la soie ». Le coronavirus est une nouvelle arène de propagande et d'exportation.

Un nouvel ordre mondial n'émergera pas parce que les gens auront acquis plus de sagesse après la catastrophe. Pourtant, nombreux sont ceux qui prédisent un bouleversement de l'ordre international après la crise du coronavirus. Cette épidémie transformera-t-elle vraiment l'ordre international, c'est-à-dire la logique sur laquelle reposent les relations entre les États, en d'autres termes l'équilibre des forces et des intérêts en présence ? Les États deviendront-ils plus raisonnables, ou plus éthiques, voire les deux à la fois, grâce à l'épidémie ? Permettez-moi d'en douter. Cela n'est jamais arrivé, il n'y a pas de raison pour que cela se produise aujourd'hui.

Les grandes crises historiques font naître des mesures et des dispositifs qui perdurent un certain temps, avant d'être sacrifiés sur l'autel des intérêts, des priorités et de « l'innovation ». L'humanité a-t-elle retenu la leçon de la Première Guerre mondiale ? Il a fallu à peine plus de vingt ans pour qu'éclate une autre guerre mondiale encore plus féroce, à l'issue de laquelle l'arme atomique a remplacé l'arme chimique prohibée après la Grande Guerre. L'après-guerre a vu triompher l'État providence. Il ne fait pas de doute que la récession économique qui a contribué à la montée du fascisme et du nazisme et à la crise du système capitaliste dans les années 1930 — ainsi qu'à l'émergence du « péril communiste » après 1945 — a eu une influence sur la réflexion sur l'État providence. Mais dès la fin des années 1970, le néo-libéralisme s'est imposé, et avec lui un principe économique étranger au capitalisme — bien qu'on le lui attribue —, principe en vertu duquel les valeurs de liberté et d'égalité seraient antinomiques et l'intervention de l'État pour remédier à l'injustice sociale serait une atteinte à la liberté. Comme si la Grande Dépression des années 1930 n'avait pas eu lieu, que l'intervention de l'État dans l'économie était un luxe et non la réponse à une nécessité, pour freiner l'irrationalité du marché et parer à ses répercussions.

L'« ordre international » tolère aujourd'hui des crimes contre l'humanité, alors qu'en d'autres temps, ils pouvaient déclencher une guerre. Tout dépend des intérêts et de l'équilibre des forces. Le génocide des rohingyas se poursuit en Birmanie, comme si celui des Balkans n'avait jamais eu lieu ; les bombardements aveugles, les crimes contre l'humanité, le recours à l'arme chimique se perpétuent en Syrie, comme si les massacres du Rwanda et de Grozny n'avaient jamais eu lieu non plus. La question de la colonisation est restée d'actualité en Palestine après la fin de l'ère coloniale. Et l'apartheid y est vivace, comme si l'Afrique du Sud n'avait pas abandonné ce système il y a peu.

Pour ce qui est de savoir à quoi ressemblera l'ordre international après le coronavirus, on peut s'attendre à ce que le monde connaisse des transformations socio-économiques structurelles. Certaines de nos habitudes changeront. Nous continuerons sans doute à désinfecter notre environnement quotidien. Les pays du monde seront plus conscients du danger des épidémies. Un débat sur le développement de la législation internationale pourrait s'ouvrir ; il s'agira alors d'établir des règles à suivre par tous les États en cas de péril pour la santé publique mondiale et des directives pour garantir la fourniture de produits de nature stratégique en temps de crise. Mais la logique des relations entre États ne changera pas, pas plus que la tendance actuelle à se diriger vers un monde multipolaire.

Même en faisant abstraction de la nature de son régime et de l'attractivité de son mode de vie, le leadership d'une grande puissance ne se mesure pas uniquement à la taille de son économie, c'est-à-dire à son PIB, mais également à sa capacité militaire — notamment si elle est capable de financer ses besoins militaires sans épuiser son budget, contrairement à ce qui s'est produit en Union Soviétique. La puissance résulte aussi de la capacité des industries militaires à servir de catalyseur aux inventions, à la croissance et à la production dans les secteurs industriels civils, comme c'est le cas aux États-Unis — ; à la disposition d'un État à promouvoir son leadership politique en offrant son assistance à d'autres États et en finançant, entre autres, les organisations internationales ; à la capacité d'innovation dont il fait preuve dans le développement de ses forces productives ; au rôle de la science dans son processus de production ; à son indice de développement humain ; à la culture, au savoir qu'il possède et à la vitalité de ses initiatives. Quant à l'économie en soi, il convient également de s'interroger sur ses composantes, et de faire la distinction entre les États dont l'économie repose sur des industries traditionnelles, une main-d'œuvre bon marché et des technologies importées, et ceux qui sont à l'avant-garde du processus de développement des forces productives, en particulier dans le domaine de la haute technologie et des sciences d'une manière générale.

Tableau n° 2 : Données comparatives entre les États-Unis, la Chine et les pays de l'Union Européenne

Pays	Revenu national brut (RNB) par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) [au taux du dollar international] ⁵	Produit national brut (PNB) [en trillions de dollars américains] ⁶	Dépenses de défense (en milliards de dollars américains) ⁷	Part des dépenses de défense dans le PIB (en %) ⁸	Part des exportations de biens manufacturés attribuable aux industries de haute technologie (en %) ⁹	Part des dépenses de santé dans le PIB (en %) ¹⁰	Classement mondial par indice de sécurité sanitaire ¹¹	Classement mondial par indice de niveau d'instruction ¹²	Classement mondial par indice de développement humain ¹³
Année (données les plus récentes)	2018	2018	2018	2018	2018	2016	2019	2018	2018
États-Unis	63,690	20.84	649.0	3.2	18.90	17.1	1	12	15
Chine	18,170	25.30	250.0	1.9	30.89 (2017)	5	30	110	85
UE	43,714	22.43	249.3 ¹⁴	1.4 ¹⁵	16.27	--	--	--	--
Royaume-Uni	45,350	3.02	50.0	1.8	22.30	9.8	11	8	15
France	46,360	3.11	63.8	2.3	25.92	11.5	8	41	26

⁵ The World Bank, *GNI per capita, PPP (current international \$)*, consulté le 4 avril 2020 sur : <http://bit.ly/2LXKLn6>

⁶ The World Bank, *GNI, PPP (current international \$)*, consulté le 4 avril 2020 sur : <https://bit.ly/2Xk1QkE>

⁷ "Trends in World Military Expenditure, 2018", Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) (avril 2019), p. 2, consulté le 4 septembre 2020 sur : <https://bit.ly/2xWuKwx>

⁸ Ibid.

⁹ The World Bank, *High-technology exports (% of manufactured exports)*, consulté le 9 avril 2020, sur : <https://bit.ly/3aTUwAg>

¹⁰ "Current health expenditure (% of GDP)", Human Development Reports (HDR), United Nations Development Programme (UNDP), consulté le 4 avril 2020 sur : <https://bit.ly/2XqlXO3>

¹¹ Cet indice mesure l'adéquation et la capacité du système sanitaire à soigner les patients et à protéger les travailleurs de la santé. Il inclut : la capacité d'absorption des cabinets, des hôpitaux et des centres de santé, les mesures et les procédures mises en œuvre pour faire face aux situations d'urgence, la capacité à mobiliser les ressources humaines nécessaires, la facilité d'accès aux soins, la facilité de communication avec les travailleurs de la santé en cas d'urgence, les mesures prises pour endiguer la contamination et la disponibilité du matériel nécessaire à cela, la capacité à tester les nouvelles procédures médicales et leur homologation pour faire face aux nouvelles situations d'urgence. Voir : « 2019 Global Health Security Index », Global Health Security Index, consulté le 4 avril 2020 sur : <https://www.ghsindex.org/>

¹² United Nations Development Programme (UNDP), Human Development Reports (HDR), *Education Index*, consulté le 4 avril 2020 sur : <https://bit.ly/2Q72WtM>

¹³ United Nations Development Programme (UNDP), Human Development Index (HDI), consulté le 4 avril 2020 sur : <https://bit.ly/2phlxdz>

¹⁴ "Defence Data 2017-2018: Key Findings and Analysis", European Defence Agency, p. 2, consulté le 4 avril 2020, sur : <https://bit.ly/2UUJPHZ>

¹⁵ Ibid.

Pays	Revenu national brut (RNB) par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) [au taux du dollar international] ⁵	Produit national brut (PNB) [en trillions de dollars américains] ⁶	Dépenses de défense (en milliards de dollars américains) ⁷	Part des dépenses de défense dans le PIB (en %) ⁸	Part des exportations de biens manufacturés attribuable aux industries de haute technologie (en %) ⁹	Part des dépenses de santé dans le PIB (en %) ¹⁰	Classement mondial par indice de sécurité sanitaire ¹¹	Classement mondial par indice de niveau d'instruction ¹²	Classement mondial par indice de développement humain ¹³
Année (données les plus récentes)	2018	2018	2018	2018	2018	2016	2019	2018	2018
Allemagne	54,560	4.52	49.5	1.2	15.74	11.1	22	1	4
Italie	42,290	2.56	27.8	1.3	7.79	8.9	45	49	29
Espagne	39,800	1.86	18.2	1.3	7.19	9	12	36	25

VIII. Coronavirus et démocratie

La politisation des épidémies, leur instrumentalisation dans le but de promouvoir telle ou telle opinion politique est l'expression d'un mélange d'ignorance et de manque de scrupule. Certains vantent ainsi la réaction de la Chine populaire et « socialiste » (alors qu'il s'agit d'un pays capitaliste doté d'un régime totalitaire), tout en dénigrant celle des pays capitalistes et démocratiques, comme l'Italie, l'Espagne, la Grande-Bretagne.

Le gouvernement chinois est loué pour la rapidité avec laquelle il est intervenu pour lutter contre la propagation du virus et a su contrôler la situation dans le pays. Il est indéniable que ses immenses capacités, dont beaucoup de pays ne disposent pas, ont contribué à cette efficacité. Mais il faut ajouter à cela sa facilité à faire exécuter les ordres et à maîtriser sa population. Dans un tel contexte, la discipline quasi militaire et l'obéissance silencieuse qui caractérisent les sociétés soumises à un régime totalitaire est un atout — même si la Chine a tardé à reconnaître l'existence et la dangerosité de cette maladie contagieuse.

Depuis les années 1990, la croissance économique vertigineuse de la Chine, ainsi que la façon dont elle a sauvé des millions d'habitants souffrant de la misère et de la faim, voire au bord de la famine saisonnière, ont suscité l'admiration de beaucoup, notamment dans les pays en voie de développement. Après avoir longtemps compté parmi les pays du tiers-monde, la Chine est passée dans la cour des grandes puissances économiques mondiales. Toutefois, il est surprenant que nombreux sont ceux qui persistent à croire à l'émergence d'un nouvel ordre mondial dominé par la Chine, depuis qu'ils concèdent à cet État une touche d'humanité. Sur quelles données s'appuient-ils pour affirmer que ce pays ferait preuve d'humanité dans ses relations internationales ? On parle d'un État où sévit un capitalisme sauvage qui bafoue les droits de l'Homme et de l'environnement — un capitalisme assez semblable à celui du XIX^e siècle. La Chine elle-même ne prétend pas représenter les valeurs humanistes, ni dans la pratique, ni même dans son idéologie. Par

ailleurs, si en effet elle aspire à une forme de domination économique, elle ne semble pas prête à payer le prix d'un leadership politique mondial.

La Chine allie régime totalitaire et tendance au nationalisme dur. Avec la Russie de Poutine, elle s'emploie à promouvoir l'idée que la démocratie et les droits de l'Homme sont des concepts importés de l'Occident tout à fait inadaptés aux autres civilisations.

En tout état de cause, il est à peu près clair que le futur ordre international sera multipolaire. Quant à la question de son humanisme, elle sera comme toujours l'objet de controverses, de discussions, de conflits, de luttes et de sacrifices.

La critique de la Chine, qui a dissimulé l'existence de l'épidémie à ses débuts et réprimé ceux qui osaient en parler (et qui par ailleurs n'a pas eu une réponse aussi efficace que Taïwan, la Corée du Sud et Singapour) s'articule à une critique plus ou moins implicite du système néolibéral, critique basée sur l'idée que l'on ne peut faire face aux dangers d'une épidémie que grâce à des politiques de santé publique et des investissements qui placent la santé des populations (tout comme l'éducation et la vieillesse) au-dessus des lois du marché, de l'offre et de la demande. Cela nécessite un certain degré de croissance économique et un PNB autorisant des dépenses conséquentes dans les secteurs du développement humain. Il est évident que dans de nombreuses régions du monde, la croissance s'accélère au détriment de la justice sociale : les politiques ultralibérales sont en train de creuser le fossé de classes. Mais il ne peut y avoir de justice sociale et de redistribution, d'une part, et d'investissement dans les secteurs sanitaires et éducatifs, d'autre part, sans une bonne croissance du revenu par habitant (autrement dit du PNB par habitant).

L'épidémie, ainsi que le chômage et la perte de revenus causés par le confinement, ont mis en évidence les dérives des politiques néolibérales hostiles à l'État providence dans les pays développés – ces mêmes politiques qui ont favorisé la montée des populismes de droite.

Les pays démocratiques ont tardé à prendre au sérieux cette épidémie ; ce fut incontestablement une erreur. Mais d'une certaine façon, leur hésitation à imposer un couvre-feu et à contrôler la vie des citoyens, et le recours dans un premier temps aux recommandations et aux instructions, plutôt qu'aux ordres et aux interdictions, sont aussi l'expression de la meilleure « qualité de vie » dont jouissent ces sociétés d'une manière générale. Contrairement aux hommes, notamment aux dirigeants, dont les caractères se révèlent en période de crise, les systèmes politiques ne se jugent pas à l'efficacité de leur réaction aux situations d'urgence. Quoi qu'il en soit, cet épisode leur aura appris à se préparer à ce genre de crises. Nul doute en effet que les politiques néolibérales mises en œuvre ces dernières décennies ont eu un impact négatif sur les dépenses publiques consacrées aux secteurs de la santé et de la recherche médicale.

Il faut cependant nuancer ce propos, car dans certains pays d'Europe du Nord, comme l'Allemagne et la France, le secteur de la santé publique reste relativement performant. Dans la masse des statistiques et des comparaisons, nombreux sont ceux qui oublient que la forte mortalité liée au coronavirus en Italie du Nord n'est pas due uniquement à un manque de préparation et à des mesures prises trop tardivement, mais aussi à une

moyenne d'âge élevée et à une forte proportion de personnes âgées, plus vulnérables face au virus — leur proportion est toujours plus élevée dans les régions économiquement et sanitaire­ment développées.

Le capitalisme est autant à l'œuvre en Russie et en Chine qu'aux États-Unis et en Europe. Mais la liberté politique et intellectuelle, qui permet la liberté d'expression et de création, est le fait des pays démocratiques. C'est elle qui garantit la transparence de la publication des chiffres de propagation du virus et la remise en question éventuelle de leur crédibilité. Nul doute que les contribuables des pays démocratiques n'auront pas de tolérance envers les gouvernements dont les statistiques manquent de crédibilité. Il en va autrement dans des pays comme la Chine, la Russie, l'Iran ou la Syrie.

Il existe à présent plusieurs écoles internationales de gestion de l'épidémie. On s'étonne néanmoins que les médias aient tendance à toujours confronter deux extrêmes — la Chine et l'Italie —, exactement comme ils divisent le monde de la politique et du sport. D'une manière générale, tout le monde semble oublier que pour la Chine, le coût économique de la fermeture d'une province de 60 millions d'habitants, alors que le reste du pays continuait à travailler et à produire — exemple suivi par l'Italie au début de la crise, quand elle a verrouillé le Nord, avant d'étendre le confinement à tout le territoire — n'est pas comparable au gel de toutes les activités imposées dans d'autres pays. Tout aussi surprenante, l'admiration de certains pour la Chine, qui a longtemps passé sous silence la maladie et a contribué ainsi à sa propagation, et le fait que la réussite du modèle sud-coréen n'intéresse personne à part l'Organisation mondiale de la santé.

Quant aux pays qui n'ont pas les mêmes capacités que les États-Unis et l'Europe, ni que la Chine, la Corée du Sud et Singapour, ils n'ont pas d'autre choix que de privilégier la prévention et le confinement, et de tabler sur la sensibilisation et la coopération de la population en attendant que d'autres pays trouvent un vaccin. Font-ils effectivement tout leur possible ?

IX. Quant à Donald Trump...

C'est en temps de crise et de danger que se révèle l'altruisme de certains, tandis que chez d'autres, la peur inhibe toute forme de bonté. Mais il existe aussi des gens comme Donald Trump dont, quoi qu'il arrive, on ne peut rien attendre de bon. Au début de l'épidémie, le président américain a ignoré la question, l'a prise à la légère, et a même ironisé sur cette épidémie en des termes tout à fait machistes. Par la suite, terrifié par la chute de sa popularité, il a commencé à prendre des mesures. Mais il a aussi tout fait pour exploiter la peur de l'épidémie en encourageant la haine de l'étranger (en l'occurrence les Chinois) et s'est lancé dans une course à la concurrence très puérile avec les Européens : Qui est le plus rapide ? Qui est le meilleur ? Il semblerait que son cas soit incurable...

Si effectivement le virus est parti de Chine, rien ne peut justifier le surnom raciste que lui a donné Donald Trump : « le virus chinois ». Le virus est biologique, pas chinois — tout comme il est erroné de continuer à appeler « grippe espagnole » l'épidémie qui a décimé l'Europe au début du XX^e siècle, car elle n'est même pas partie d'Espagne.

Le 4 avril 2020, le *New York Times* a révélé qu'entre janvier 2020 – lorsque la Chine a fini par informer l'Organisation mondiale de la santé de la présence d'une épidémie sur son sol – et le moment où les États-Unis ont commencé à mettre en place des mesures (dont la suspension des vols en provenance de la Chine), 430 000 personnes venant de Chine sont entrées par les aéroports américains (dont 40 000 après l'imposition des restrictions aériennes)¹⁶. Sur ce point précis, c'est la responsabilité de Trump qui est en jeu, pas celle de la Chine. Par ailleurs, on vient d'apprendre qu'il a donné l'ordre de stopper le financement d'un projet de recherche conjoint avec un laboratoire de virologie et d'épidémiologie de Wuhan – le même que celui que l'administration américaine soupçonne d'être à l'origine de la diffusion du virus. Curieux paradoxes pour un bien curieux président.

Si Trump a longtemps nié les risques du coronavirus, c'est parce qu'il craignait que le public américain apprenne l'ampleur de l'épidémie et redoutait les répercussions des mesures de prophylaxie sur l'économie, dans une ambiance générale relativement « optimiste » en cette année électorale. Au moment où nous écrivons ces lignes, le président américain, de nouveau terrifié par l'arrêt brutal de l'économie, a présenté des recommandations pour « rouvrir » l'économie du pays en contradiction avec l'avis des gouverneurs démocrates qui le contredisent. Il est allé jusqu'à qualifier leurs opposants, qui ont paradé en armes dans les rues, de gens « raisonnables ».

Le 15 avril le *Washington Post* a affirmé que le nom de Trump serait imprimé sur les chèques qui seront bientôt envoyés par le Trésor américain à 70 millions de citoyens en compensation des pertes causées par l'épidémie – comme s'il s'agissait d'un « don du roi » qu'il paiera de sa poche. C'est la première fois qu'une telle chose se produit en Amérique.

Pour autant, on ne peut nier qu'il existe chez certains libéraux américains une forme de condescendance à l'égard de Trump et de son électorat, et que celle-ci attise la violence populiste. Si on ne compte plus les nuisances dues au président américain, ce n'est pourtant pas lui qui a eu l'idée d'utiliser un médicament antipaludique pour traiter les personnes infectées par le coronavirus. À ce propos, rappelons que ce sont des médecins soudanais qui ont été les premiers à suggérer que le traitement antipaludique, qui a eu des résultats encourageants dans de nombreux pays comme traitement d'appoint non préventif avant d'être décrié, pourrait aider à lutter contre le coronavirus en attendant la création d'un vaccin. Certains ont ri de leur hypothèse, d'autres s'en sont désintéressés. Mais lorsqu'un médecin français a déclaré la même chose, puis que Trump s'est emparé de la question, c'est tout d'un coup devenu une affaire sérieuse. Quant aux médecins soudanais, ils sont tombés aux oubliettes.

¹⁶ Steve Eder *et alii*, "430,000 People Have Traveled From China to U.S. Since Coronavirus Surfaced" [« 430 000 personnes ont voyagé de Chine aux États-Unis depuis que le coronavirus est apparu »], *The New York Times*, 4 avril 2020, consulté le 18 avril 2020 sur : <https://nyti.ms/2xlLnMv>

X. Le « retour de l'État »

Étonnamment, à la faveur de cette crise, certains ont subitement découvert l'importance de l'État, qui semble faire son grand retour. Avait-il disparu avant cette épidémie ? Ceux qui prétendaient que la mondialisation avait triomphé sur l'État, conçue comme son antithèse et son rival, sont sincèrement surpris de constater un tel phénomène. Ils auraient pourtant dû remarquer l'évolution qui s'est produite ces deux dernières décennies : en effet, à mesure que la mondialisation s'accroissait dans le domaine de l'exportation des capitaux, de la consommation, de la culture, du numérique, des communications et de la mobilité, l'influence et la place de l'État grandissaient. En pleine époque de mondialisation, des dizaines de nouveaux États sont nées en Asie Centrale, en Europe de l'Est et dans les Balkans. Récemment, la Grande-Bretagne s'est séparée de l'Union européenne. Il est clair que la mondialisation, si elle a engendré une nouvelle culture mondiale, a réveillé également des cultures et des identités locales et nationales. En vérité, elle est loin d'avoir mis fin aux États et aux nationalismes.

L'État a le monopole de la violence légitime, il établit les lois et les exécute, tranche les différends entre les personnes, émet les documents d'identité et d'état civil, vote les budgets, perçoit les taxes, etc. L'État s'engage dans des guerres dont il ressort plus fort et plus influent et profite de la technologie mondiale pour développer sa capacité à contrôler et à dominer au niveau local. Toutes les forces politiques s'affrontent pour le gouverner. Toute la journée, il occupe l'esprit des citoyens avec des actualités politiques et économiques. Il est toujours en première place, non seulement dans les médias, mais aussi dans les salons des uns et des autres. Comment concevoir qu'on ait soudain découvert son importance, au temps du corona, sous prétexte qu'il a fermé les frontières et imposé un confinement ? Les romantiques qui voient en cela une transformation majeure sont de bien curieux spécimens. Carl Schmitt, un juriste allemand actif dans les années 1930, juste avant la Deuxième Guerre mondiale, définissait précisément l'État par sa capacité à imposer l'état d'urgence. Dans mon dernier ouvrage sur le populisme¹⁷, je relève l'abstraction de sa définition, qui se fonde sur l'exception plutôt que sur la règle — c'est la raison pour laquelle les nazis appréciaient sa théorie. Selon moi, la définition de l'État doit d'abord se fonder sur la règle, c'est-à-dire sur les fonctions qu'il remplit en temps ordinaire, et seulement ensuite sur l'état d'exception, non l'inverse.

Une fois que cette crise sera dissipée, il est possible que ses répercussions socio-économiques suscitent l'émergence de débats politiques sur la réorganisation des fonctions de l'État. En temps de catastrophes, les gens se tournent vers lui parce qu'il est la forme souveraine de la société organisée, l'autorité légale habilitée à décréter le couvre-feu, à distribuer du ravitaillement, à affecter des budgets, à mobiliser l'armée, rappeler les réservistes, émettre des ordres, déclarer l'état d'urgence. Mais pour bien d'autres raisons, ces mêmes gens aspirent également à limiter les pouvoirs de l'État en dehors des situations d'urgence et à l'empêcher de commettre abus et exactions en toutes circonstances. Cela n'est pas nouveau.

¹⁷ Azmi Bishara, ما الشعبوية؟، في الإجابة عن سؤال: « Qu'est-ce que le Populisme ? », Doha : ACRPS, 2019, 215 p.

La fermeture des frontières n'est pas en soi l'expression d'un néonationalisme ni une déclaration de force de l'État. Il se trouve que les pays qui n'étaient pas prêts à faire face à l'épidémie n'ont pas eu d'autre choix : la prévention était la seule arme dont ils disposaient. Des villes, des quartiers, des immeubles ont été isolés. Quant à la fermeture des frontières politiques, elle permet d'endiguer la propagation sur une plus large échelle. Ce n'est pas une question de racisme, ni d'inhumanité — nous ne parlons évidemment pas ici de ces cas où l'État a refusé de soigner des patients pour des motifs racistes.

Même ceux qui ont eu tôt fait d'annoncer la mort de l'État — les théoriciens du « post-eci », « post-cela » — constatent à présent son « retour » en raison de l'épidémie. Comme énoncé plus haut, dans toutes les grandes crises, même les catastrophes naturelles, les gens se tournent vers l'État, seul cadre organisé apte à prendre des mesures strictes et globales.

Les frontières de l'État sont devenues un repère, une ligne de démarcation entre « nous » et « les autres ». Ce qui nous intéresse avant tout, ce sont les chiffres des personnes infectées, en quarantaine ou soignées à l'intérieur de l'État dans lequel nous vivons, ainsi que la quantité de tests effectués, le nombre de personnes guéries, le nombre de lits et de respirateurs dans les hôpitaux publics.

Parallèlement, l'État n'échappe pas à la critique et aux reproches. Tout le monde attend des actions de sa part, mais on est prompt à les lui reprocher, tout comme on lui reprochera son inaction. On en vient à se demander si les mesures prises contre la maladie sont réellement étudiées, ou si elles résultent d'une impuissance, ou qu'elles répondent aux pressions de l'opinion publique.

Mais cette pandémie révèle également la relativité des frontières et des possibilités des autres États. On ne s'arrête donc pas là, on suit ce qui se passe dans le reste du monde. Pour la première fois, on s'intéresse quotidiennement aux rapports et aux conférences de presse d'une organisation internationale.

Les États devront réfléchir sérieusement à la durée de toutes les mesures de fermeture. L'arrêt des entreprises qui au premier abord ne semblent pas vitales aura des répercussions sur le travail et la production des entreprises vitales qui continuent à travailler. Le soutien des secteurs vitaux risque d'être perturbé, notamment l'approvisionnement du secteur sanitaire en vivres, en équipement et en médicaments. Nous ne parlons pas ici des conséquences sur l'économie globale — c'est une autre histoire —, mais bien des conséquences immédiates sur la vie des gens que ces mesures sont censées protéger.

XI. Complots, rumeurs, racismes

L'expression « théorie du complot » est en soi problématique, car il ne s'agit pas réellement d'une théorie, mais d'un mode de pensée fabulateur qui croit pouvoir expliquer n'importe quel phénomène par un récit ou une histoire, exactement comme les légendes. De fait, il existe des complots en politique comme en dehors de la politique, en temps de guerre comme en temps de paix. Il y en aura toujours, tant que des acteurs de la politique

et de l'économie useront de manigances pour surpasser leurs adversaires ou marquer des points contre eux. Mais ce que l'on appelle la « théorie du complot » consiste à expliquer tout phénomène que l'on est incapable – ou que l'on ne fait pas l'effort – d'expliquer soi-même, même les phénomènes sociaux et naturels (comme le coronavirus par exemple), par un complot ourdi par celui qui incarne le mal à nos yeux.

Dans ce cas-là, le complot est secret, et nous l'éversons au moyen de scénarios narrativement cohérents, mais illogiques et improuvés. C'est ainsi que dans l'esprit des régimes et des intellectuels arabes, les révoltes du monde arabe sont devenues un complot des pays ennemis, dont l'identité varie en fonction de l'État victime du complot présumé. Daech, par exemple, est l'œuvre d'un complot tantôt iranien, tantôt saoudien, tantôt américain.

Tout démenti est vain, tout argument avancé pouvant être interprété comme une tentative pour couvrir le complot. Lorsque le coronavirus a commencé à se propager, on a parlé d'une conspiration américaine contre la Chine. Puis c'est devenu une conspiration américaine contre la Chine *et* l'Iran (théorie défendue par le guide suprême iranien Ali Khamenei en personne, tout comme le chef chiite Mostada Sadr en Irak, pas seulement pas des journalistes et des écrivains un peu excentriques). Plus tard on s'est mis à parler d'un complot chinois contre l'Occident. Or même s'il s'avérait que le virus était sorti d'un laboratoire chinois et qu'il avait été fabriqué artificiellement, cela ne signifierait pas pour autant qu'il est le fruit d'un complot. Il y a aussi des journaux indonésiens qui accusent les musulmans de propager le virus, si bien que ceux-ci se font agresser dans les rues. Aussi étrange que cela puisse paraître, les agresseurs en colère ne semblent pas craindre que ces musulmans les contaminent... Citons également une source officielle bahreïnie accusant l'Iran d'avoir créé ce virus pour mener une guerre biologique contre le Bahreïn¹⁸. La liste est sans fin. Tout récemment, dans une tribune publiée par le *Wall Street Journal*¹⁹, un écrivain américain a inventorié toutes les rumeurs extravagantes prétendant que les juifs auraient fomenté le « complot du coronavirus » afin de prendre le dessus sur la Chine et l'Iran – après avoir échoué à les devancer dans la guerre et la politique –, pour conclure en se félicitant qu'Israël soit là pour protéger les juifs de l'antisémitisme...

Depuis quelque temps, CNN diffuse entre ses programmes un spot anti-rumeurs consistant en une série de phrases coups de poing :

Par temps d'incertitude, les faits permettent d'y voir clair.

Par temps d'inquiétude, les faits rassurent.

Par temps de désinformation, les faits corrigent.

Par temps de division, les faits unifient.

En temps de crise, ce sont les faits qui comptent.

¹⁸ البحرين تتهم إيران بالعدوان البيولوجي [« Le Bahreïn accuse l'Iran de "guerre bactériologique" »], *Monte Carlo International*, 12 mars 2020, consulté le 18 avril 2020 sur : <https://bit.ly/2Mf8kuj>

¹⁹ Walter Russell Mead, " Amid the Pandemic, Anti-Semitism Flares Up " , *The Wall Street Journal*, 15 avril 2020, consulté le 18 avril 2020 sur : <https://on.wsj.com/2KdyAnj>

Ce spot semble tout droit inspiré de la philosophie des Lumières — qui affirme que les faits sont à même de libérer l'humanité parce qu'ils clarifient, rassurent, corrigent les politiques erronées, unifient les hommes. Cependant, il faut admettre que de l'eau a coulé sous les ponts depuis le XVIII^e siècle. Nous savons à présent que tout cela n'est pas forcément vrai : que les faits ne sont pas toujours rassurants et qu'ils n'unifient pas toujours les hommes. Et qu'il ne suffit pas de les comprendre pour libérer l'humanité. Malgré tout, si nous voulons penser rationnellement et aboutir à des conclusions correctes, nous n'avons pas d'autre choix que de nous en tenir aux faits. Quant à l'utilisation de ces conclusions, c'est une autre histoire qu'il serait trop long d'aborder ici. Reste que, même s'il ne s'appuie sur rien de scientifique, l'optimisme de CNN est légitime, en ce sens qu'il vise à lutter contre les rumeurs, les affabulations et le charlatanisme, ce qui n'est pas une mauvaise chose.

Les médias sérieux ne tombent jamais dans la propagande de bas étage. Néanmoins, eux aussi se soucient de l'audimat, comme les autres. Ainsi par exemple, l'existence de fosses communes réservées aux victimes du coronavirus sur l'île de Hart Island près de New York est infondée. Ces images de cercueils alignés au fond d'une longue tranchée ne sont pas nouvelles, les autorités de la ville ont coutume d'enterrer sur cette île les sans-abris dont l'identité est inconnue ou dont les corps n'ont pas été réclamés par leurs proches. C'est un sujet terrible en soi, mais les médias ont tenu à exploiter le côté sensationnel de ces photos en les présentant comme des fosses creusées à la hâte pour les victimes du coronavirus, quitte à démentir l'information par la suite.

Par ailleurs, il est naturel qu'une épidémie virale suscite un phénomène humain que les médias transforment en une maladie extrêmement contagieuse : le « virus de l'ignorance bavarde ». L'ignorance affichée et prétentieuse. Mais face à cette épidémie, il ne faut pas mettre sur le même plan ceux qui se basent sur des explications et des propositions rationnelles, d'une part, et ceux qui restent prisonniers de l'ignorance et des explications ésotériques des catastrophes et des défis qui se posent aux sociétés en général.

Certains États qui ont toujours encouragé les explications irrationnelles et négligé le développement humain — en particulier l'éducation —, font à présent les frais de leur politique : ils sont bien en peine de convaincre les citoyens de faire confiance aux statistiques, aux informations et aux mesures officielles, de respecter les consignes, de ne pas céder à la panique générale, de ne pas se bousculer dans les magasins et de respecter les files d'attente pour se procurer des désinfectants et des produits d'alimentation.

La misère, l'ignorance, les superstitions compliquent la lutte contre l'épidémie et accroissent son coût humain. N'est-il pas incroyable que dans certains pays, l'État soit obligé d'en appeler aux hommes de religion, aux pédagogues et aux scientifiques pour faire comprendre aux gens que le virus est dangereux et que toutes les fables que l'on raconte à son sujet n'ont aucun fondement scientifique ni religieux ? Ces gouvernements se retrouvent à mener la bataille sur plusieurs fronts parce que, jusque-là, ils n'ont rien fait pour combattre l'ignorance.

Le Premier ministre indien Narendra Modi — grand ami de Trump et de Netanyahu — a appelé tous les citoyens de son pays à allumer des bougies le 5 avril à neuf heures du soir

afin de « dissiper les ténèbres de l'épidémie de corona ». Il est possible qu'une certaine classe ait répondu à son appel. Mais des images ont montré des gens de quartiers pauvres chassant à coups de pierre et de bâton des équipes médicales venues effectuer des tests ou mener des campagnes de sensibilisation, parce que, semble-t-il, ils étaient persuadés que c'était elles qui propageaient le virus. Peut-être préféraient-ils ne pas savoir s'ils étaient contaminés, ou peut-être savaient-ils que, de toute façon, ils ne seraient pas soignés, et craignaient-ils que leurs quartiers soient bouclés, et de ne plus pouvoir aller travailler et de mourir de faim — rien que pour éloigner des quartiers riches le danger qu'ils représentent. Mais peut-être aussi qu'ils croyaient sincèrement que ces équipes médicales leur voulaient du mal. J'ai imaginé mille raisons à leur colère. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'à côté de la misère, de l'ignorance et du racisme de caste qui sévissent en Inde, le coronavirus apparaît comme une chose négligeable.

Cela se passe en Inde, la plus grande démocratie du monde — 1,3 million d'habitants. Une démocratie qui en réalité est faite pour une élite sociale et culturelle de peut-être 50 millions de citoyens, toutes couches confondues, et où un policier peut encore faire s'agenouiller les citoyens dans la rue pour les corriger à coups de bâton de cricket, comme on châtiait les enfants en d'autres temps, ou comme les professeurs punissaient les élèves dans les écoles d'autrefois. Cette même Inde où le secteur du « high-tech » se développe à grande vitesse, qui exporte des cerveaux aux États-Unis, lance des satellites, se distingue dans l'industrie de l'acier et d'autres industries lourdes, elle a des programmes nucléaires conjoints avec Israël, développe des services de renseignements pour toutes sortes d'industries occidentales.

La combinaison de la peur de l'inconnu et de la mort avec l'ignorance, le sectarisme et le « localisme » peut engendrer des situations absurdes, comme en témoigne ce « fait divers²⁰ » : à Choubra al-Bahou, dans la province de Daqahleya en Égypte, des villageois ont affronté les forces de l'ordre après avoir tenté d'empêcher l'enterrement d'une femme médecin morte du coronavirus à l'hôpital « de quarantaine » d'Ismaïleya.

Si les sociétés locales peuvent réagir de manière irrationnelle à la menace du virus, certains présentateurs de télévision égyptiens s'emploient aussi à mener contre lui une « guerre d'épouvantails » en prétendant qu'on peut le terrasser par des remèdes de grands-mères, des plats traditionnels et autres décoctions typiquement égyptiennes — à les voir sourire avec fierté, on se dit qu'ils doivent penser que leur pays est le seul à avoir une cuisine traditionnelle. Mais on se demande surtout si en prenant les choses avec une telle légèreté, ils ne sont pas complices des manquements et de la négligence du pouvoir. Convaincre les gens que l'on peut chasser le virus grâce à une soupe ou une tisane ne serait-il pas pour les autorités sanitaires un moyen de se débarrasser du problème d'une population très nombreuse ?

Autrefois, on imputait au mal la responsabilité des épidémies. On accusait les magiciens clandestins. Pour calmer les esprits, on brûlait les sorcières sur la place publique ; on

²⁰ أهالي قريتين مصريتين يرفضون دفن جثمان طبيبة توفيت بفيروس كورونا والإفتاء تردّ [« Les habitants de deux villages égyptiens refusent d'enterrer une femme médecin morte du coronavirus ; l'Institut de jurisprudence islamique répond »], *Al-Arabi al-Jadid*, 11 avril 2020, consulté le 18 avril 2020 sur : <https://bit.ly/2RQ6KCj>

prétendait ainsi couper le mal à la racine. On parlait aussi de châtement divin pour toutes les pratiques déviantes de la société, toutes les entorses aux commandements célestes. De tout temps, on a accusé l'autre, l'étranger, le différent, de porter et colporter des maladies. On pourrait citer d'innombrables exemples.

De nos jours, on apprend que dans certaines régions de l'Inde, des gens ont accusé les musulmans de propager le virus à dessein. Une caricature qui y a été publiée montrait un homme avec une tête de coronavirus et un corps vêtu de l'habit musulman – tel que les hindous se le représentent.

À Beyrouth, la conjonction du racisme et des préjugés communautaristes a pris une autre forme. À l'occasion de l'anniversaire du déclenchement de la guerre civile libanaise, le quotidien *Al-Joumhouria* (« La République »), connu pour ses positions d'extrême droite et son racisme envers les Palestiniens, les Syriens et « l'autre » en général, a publié une caricature assimilant les Palestiniens au coronavirus. On y voit la modélisation usuelle du Covid-19, avec au-dessous la date du 13 avril 2020, et en parallèle une tête enroulée dans un keffieh palestinien, avec la date du 13 avril 1975. L'épidémie et la peur qu'elle engendre n'ont rien à voir avec le racisme ; c'est juste une occasion comme une autre de l'extérioriser. Comparer l'autre à un virus, un cancer, ou toute autre maladie suscitant une terreur collective n'a rien d'original ni d'imaginatif : c'est une pratique plus que courante.

Durant la deuxième semaine d'avril, de nombreux journaux ont rapporté en détail des actes discriminatoires commis à l'encontre des Africains dans plusieurs villes de Chine. Certains se sont vus expulsés de leurs appartements et de leurs maisons, d'autres ont été harcelés et placés en quarantaine sur la simple base de leur couleur de peau. Les autorités chinoises ont été contraintes de prendre ces réclamations au sérieux après avoir reçu des protestations officielles de la part de plusieurs pays africains amis de la Chine.

XII. Célébrités

En ces temps de crise, où une épidémie bouleverse directement le vécu et le quotidien des individus, le champ psychique sur lequel ont prise les « célébrités » ou prétendues célébrités, ceux que l'on porte aux nues pour la simple raison qu'ils sont connus, se réduit comme une peau de chagrin.

Toute personne a le droit d'exprimer son opinion. Mais ce droit n'est qu'une abstraction absurde si celui qui l'exerce ne sait pas de quoi il parle, ou s'il parle sans raison. Les gens aiment s'exprimer, c'est un fait, mais en général, on ne remarque même pas les dégâts qu'ils peuvent occasionner en le faisant parce qu'ils sont relativement limités : on n'accorde pas d'attention particulière à ce que disent les gens ordinaires – ceux qui ne sont pas célèbres. Au mieux, ils trouveront autour d'eux quelques personnes pour leur répliquer, argumenter ou s'insurger de leurs propos. Le problème, c'est que certaines personnes célèbres, ayant acquis fortune et influence grâce à leur célébrité, et donc une confiance en soi à toutes épreuves, se permettent de tenir de grands discours sur la politique, l'art, la médecine, les vaccins, et se prennent même parfois pour des

prédicateurs. Mais leurs propos sont creux, superficiels, stériles, voire grossiers. En temps normal, les gens les supportent avec résignation — sauf certains qui n'en peuvent plus de les lire ou de les entendre. Mais en temps de guerre ou d'épidémie, lorsque tout le monde a assez de problèmes comme cela, le moindre mot qu'ils prononcent est accueilli avec exaspération et finit dans la poubelle où l'on jette nos masques et nos gants usagés. Personne n'a la patience d'écouter leurs inepties. Le mieux qu'ils auraient à faire est d'invoquer le verrouillage du pays pour se taire. Ils sont là, nous le savons, ils n'ont pas besoin de nous prouver leur existence. Hélas, ils croient que s'ils cessaient d'être présents sur la scène médiatique et dans les médias sociaux, ils disparaîtraient — au reste, ils ont sans doute raison sur ce point. Certains s'investissent dans des actions de volontariat et se font photographier sur le terrain. À la rigueur, c'est déjà mieux que de prendre la parole sur tout et n'importe quoi, et cela peut servir à sensibiliser les gens. Mais prenez par exemple cette actrice saoudienne, dont j'ignorais le nom jusque-là et que je préfère ne pas nommer, qui a suggéré récemment de tester les vaccins contre le coronavirus sur les prisonniers de son pays, et en particulier sur les prisonniers politiques — comme si, entre parenthèses, la recherche sur les vaccins battait son plein en Arabie Saoudite —, plutôt que sur des rats ou des singes. Les médias ne pourraient-ils pas cesser de s'intéresser à ce que « pensent » et « croient » les idoles du show-business ? Pourquoi faire concurrence aux réseaux sociaux au lieu de montrer l'exemple en adoptant une ligne de conduite plus rationnelle ? D'autant qu'en temps de crise, ce ne sont pas les acteurs et les vedettes que la population a envie de célébrer, mais plutôt les gens qui nous ravitaillent, ceux qui continuent à réparer les lignes d'internet, et tous ceux qui sont en première ligne : le personnel médical, les équipes de désinfection et les volontaires de l'aide sociale et caritative.

XIII. Économie en suspens, économie à l'arrêt

Un débat transfrontalier sur l'économie et la santé agite en ce moment la planète. La société civile y participe ; des débats sans précédent mettent face à face politiciens, experts, journalistes, hommes d'affaires, employés et petits commerçants en difficulté. Tous donnent leur avis, depuis chez eux. C'est un fait aussi nouveau qu'étrange et je crois qu'il y a là des éléments positifs.

On constate que dans le discours populaire, la notion d'État providence revient en force, de manière encore très spontanée et désorganisée. Le problème, c'est que ses partisans traditionnels parmi les forces socio-démocrates se sont affaiblis, voire ont pactisé avec les néo-libéraux. Si ces partis ne retrouvent pas leur rôle historique, le retour à l'État providence pourrait prendre d'autres formes.

Il pourrait en effet se produire tout autre chose, qui n'est pas du tout incompatible avec l'idée d'un État providence, mais qui, à ce stade, sous l'impact de la démagogie, servirait le discours de Trump, de la droite populiste et d'une partie de la gauche anti-mondialiste. Il ne fait pas de doute que la crise causée par cette épidémie a rappelé à de nombreux États les dégâts causés par la délocalisation de toutes les industries traditionnelles vers des pays où la main-d'œuvre est bon marché — et le choix d'importer ce type de biens plutôt que de les produire, parce que cela revient moins cher. Contraints aujourd'hui d'importer des masques, des respirateurs, etc., ils se sont rendu compte qu'il est

nécessaire de maintenir des industries traditionnelles stratégiques à l'intérieur de ses propres frontières, fût-ce en imposant des barrières tarifaires, ce qui dans un premier temps pourrait apporter de l'eau au moulin de Trump et des opposants au commerce mondial.

Mais à vrai dire, un tel revirement pourrait être motivé également par une autre raison : la création d'un équilibre économique entre les industries traditionnelles et le « high-tech » dans les pays capitalistes développés – les chiffres montrent en effet que l'économie du « high-tech » accroît la concentration des richesses et creuse les inégalités sociales. Enfin, un troisième élément met en évidence l'intérêt d'une telle politique à long terme : dans les milieux ouvriers, la montée du populisme nationaliste est favorisée par les délocalisations, qui limitent les salaires de l'industrie locale, outre que la fermeture des usines nationales écorche la fierté nationaliste. Les choses pourraient donc bien changer après la crise. Consciente du danger, les pays d'Asie orientale se montrent extrêmement coopératifs. Ils expédient en masse des biens légers (masques et matériel médical), pour que le recours à l'importation ne soit pas ressenti comme une charge par le consommateur occidental et pour consolider la mondialisation, sur laquelle repose toute leur économie.

Tout le monde est d'accord à présent pour donner la priorité à la santé. La théorie de l'immunité collective n'est plus vue que comme du darwinisme social – alors qu'au fond, depuis la nuit des temps, ce n'est qu'une façon négative d'appréhender les épidémies. Au début de la crise, Trump, Johnson et leurs semblables préféraient ne pas nuire à la croissance économique. Mais sous la pression de l'opinion publique, des experts et de l'opposition politique, ils ont été contraints de faire marche arrière. Cependant, après plusieurs semaines de paralysie, il n'est plus possible d'ignorer la question économique. Que va-t-il se passer si le confinement dure trop longtemps ? Pour l'instant, nous ne sommes pas encore en pleine crise. L'économie est à l'arrêt, ou, disons, en suspens. Mais cela ne peut pas durer éternellement. Si l'on ne prend pas en main la situation, non pas individuellement, mais en se concertant au niveau international, elle peut rapidement se transformer en une véritable dépression économique dont les répercussions socio-politiques seront ravageuses.

Toutefois, pour relancer progressivement les secteurs de la production et des services, il est nécessaire de préparer le terrain :

1. En fournissant à tous du matériel de protection, en légiférant la question de la prévention et en contrôlant son application de la manière la plus stricte.
2. En menant une campagne de dépistage méthodique de façon à détecter le plus grand nombre de personnes infectées et à pouvoir tracer leurs réseaux de contacts ; en dépistant les porteurs de maladies graves et chroniques pour déterminer quelles sont les personnes dont il faut retarder le déconfinement.

Personnellement, j'ai du mal à comprendre comment certains pays comptent revenir à la normale sans prendre ces deux mesures. Il est certain que les pays pauvres, ou ceux que l'on dit en voie de développement, ne peuvent pas les appliquer sans l'aide de la communauté internationale. Ils ne sont pas non plus en mesure d'injecter des

financements dans le secteur privé ni de soutenir les chômeurs et tous ceux qui ont perdu leur travail à cause de la crise. Mais en même temps, s'ils permettent un retour immédiat à la normale, sans contrôle ni accompagnement, les hôpitaux seront incapables de faire face à un afflux massif de patients contaminés.

Dans certains pays, le confinement deviendra progressivement plus sélectif. Il se limitera aux catégories les plus vulnérables aux complications du virus, et à ceux qui ont été en contact avec des personnes contaminées.

La découverte d'un vaccin et d'un traitement réglerait la majeure partie du problème (même si ni l'un ni l'autre ne seront efficaces à cent pour cent). Mais les produire et les distribuer de manière équitable, à un prix relativement bas, nécessite qu'une coopération internationale se mette en place dès maintenant. Et comme il est probable qu'aucun vaccin ne pourra jamais nous protéger du coronavirus de manière absolue, il faudra que les laboratoires continuent à chercher un traitement, qui, s'il n'anéantit pas le virus, l'empêchera tout au moins de nuire aux organes vitaux.

Grâce aux recherches sur le système immunitaire, à l'analyse comparative des virus et à l'accumulation d'essais et d'erreurs, on constate un progrès dans l'expérimentation de médicaments déjà existants, destinés au traitement d'autres maladies, sur les patients atteints de coronavirus. On en sait en revanche encore peu sur l'utilisation du plasma de patients guéris. Toutes ces tentatives ont leur importance en attendant la découverte d'un vaccin. Mais les éléments primordiaux de la lutte contre la maladie restent la prévention, le confinement et l'intensification du dépistage.

Souhaitons que l'humanité sorte de cette épreuve avec le moins de deuils et de dégâts possibles et qu'elle en tire quelques enseignements. Certains d'entre nous ont pu travailler de chez eux, s'occuper de leur famille, lire plus, méditer, etc. Certains ont appris à apprécier tous ceux qui s'emploient à alléger les souffrances des autres. Nombreux sont ceux qui ont appris à relever le défi par l'empathie, la solidarité, l'affection. Espérons que d'autres auront compris qu'il est urgent de repenser les investissements de manière moins immédiate, moins rentable et plus à long terme ; qu'il faut songer à renforcer les infrastructures capables de développer des vaccins pour de futurs virus — il y en aura d'autres, c'est inévitable, même si l'on ne sait pas quand —, et à préparer les hôpitaux et les équipes médicales à de nouvelles urgences de ce type, de même qu'à d'autres dangers tout aussi invisibles comme la pollution environnementale. Espérons enfin que cette épreuve aura appris à beaucoup d'entre nous que les hommes se ressemblent plus qu'ils ne diffèrent, et qu'à bien des égards, nous sommes tous dans le même bateau. Néanmoins, je crois que ceux qui s'attendent à ce que les gouvernements et l'humanité changent radicalement après la crise du coronavirus seront amenés à modérer leurs prétentions.